|  |  |
| --- | --- |
|  | **DOSSIER D’APPEL A PROJETS CRISE ET SORTIE DE CRISE**  ***TCHAD***  ***SAHA WA TARBIA - APPUI AUX SERVICES SOCIAUX DANS LES PROVINCES DU NORD-OUEST DU TCHAD***  ***(KANEM, BARH EL GHAZEL ET LAC TCHAD)***  ***2021*** |

L’Agence française de développement (AFD) se propose de subventionner via son fonds Paix et Résilience Minka des Organisations de la société civile (OSC)[[1]](#footnote-1) ou d’autres organismes à but non-lucratif[[2]](#footnote-2) pour la réalisation d’un projet contribuant à l’accès des populations vulnérables (notamment les filles, les adolescentes et les femmes) aux services sociaux de base (éducation et santé) dans la province du Lac, du Kanem et du Barh El Ghazelau Tchadselon un cadre défini(voir les termes de référence - Section VII).

Au titre de son initiative Minka Lac Tchad, l’AFD finance des projets visant à renforcer la résilience et la cohésion sociale en atténuant les facteurs de vulnérabilités liés à la crise Boko Haram. Dans une logique de prévention, l’AFD souhaite étendre le périmètre géographique de son initiative pour intégrer les territoires contigus à la zone du Lac Tchad, dans lesquels des facteurs de risque ont été identifiés.

Pour le présent appel à projets, l’AFD dispose à ce titre d’une enveloppe de10 millions d’euros en subvention. Le projet retenu devra être mis en œuvre par un groupement composé d’OSC ou d’organismes à but non lucratif représentés par une OSC chef de file sur une période de 36 à48 mois.

La sélection est effectuée sur la base d’une note projet (voir modèle – Section III) accompagnée d’un dossier administratif (Section IV), et des fiches de renseignements (Section V et VI) à remettre via le site de l’AFD au plus tard le 10 septembre 2021 à 15h GMT.

Les OSC sélectionnées seront ensuite invitées à poursuivre l’instruction, en étroite relation avec le Responsable d’équipe projet de l’AFD, et soumettront une note projet finale. Cette proposition finale et complète devra intégrer les éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD et lui permettront de soumettre le projet aux instances de validation des concours de l’AFD.

**Les dossiers d’appel à propositions sont disponibles à compter du 5 juillet 2021*»* sur le site internet de l’AFD :**

[**https://www.afd.fr/fr/appel-projets-crise-sortie-crise-appui-services-sociaux-nord-ouest-tchad-saha-wa-tarbia**](https://www.afd.fr/fr/appel-projets-crise-sortie-crise-appui-services-sociaux-nord-ouest-tchad-saha-wa-tarbia)

**Composition du présent appel à projets :**

1. Cadre général défini par l’AFD
2. Modalités de sélection et de validation finale des propositions
3. Modèle de note projet
4. Dossier administratif
5. Fiche renseignement relative au demandeur
6. Fiche renseignement relative au(x) partenaire(s) du projet
7. Termes de référence

Pour tous renseignements complémentaires, les demandeurs doivent envoyer leurs questions via le formulaire de contact disponible sur le site de l’AFD : <https://www.afd.fr/fr/apcc-services-sociaux-provinces-nord-ouest-tchad-saha-wa-tarbia/formulaire-de-contact>

**Les questions seront traitées en trois séries :**

* Série 1 : les questions reçues jusqu’au 20/07/21 feront l’objet de réponses publiées le 27/07/21
* Série 2 : les questions reçues jusqu’au 13/08/21 feront l’objet de réponses publiés le 20/08/21
* Série 3 : les questions reçues jusqu’au 31/08/2021 seront traitées le 03/09/21

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75598 PARIS cedex 12

**Les propositions devront être remises au plus tard le 10 septembre 2021 à 15h GMT via le formulaire de dépôt de projet sur le site de l’AFD :** <https://www.afd.fr/fr/apcc-services-sociaux-provinces-nord-ouest-tchad-saha-wa-tarbia/depot-de-dossier>

**Toute proposition arrivée après la date et l'heure indiquée ci-dessus sera écartée.** [[3]](#footnote-3)

1. Cadre general defini par l’AFD

**Article 1. Clauses et conditions générales**

* 1. L’appel à projets Crise et sortie de crise *« Appui aux services sociaux dans les provinces de l’Ouest du Tchad - (Kanem, Barh El Ghazel et Lac Tchad)»* (« l’Appel ») vise à financer des projets de développement portés par un groupement composé d’organisations de la société civile ou d’autres organismes à but non-lucratif (ci-après nommées indistinctement « OSC »):
* en consortium avec des ONG, notamment locales;
* disposant d’expériences préalables dans au moins une des trois provinces ciblées par le projet, avant et/ou pendant la crise ;
* disposant d’expériences dans la mise en œuvre de projets dans le domaine de l’éducation ou de la santé ;
* disposant d’éléments tangibles démontrant leur capacité à évaluer les enjeux et les risques sécuritaires dans la zone d’intervention ;
* disposant d’une capacité de dialogue rapproché avec le siège de l’AFD à Paris et avec l’agence locale du/des pays de mise en œuvre ;
* capables de démontrer leur capacité à mettre en œuvre des projets d’envergure : le montant de la subvention AFD ne doit pas être supérieur au total des ressources globales de l’organisation cheffe de file sur les 3 derniers exercices. Dans les contextes où cela est justifié et dans la mesure où les capacités d’absorption notamment par les effectifs présents de l’organisation porteuse du projet et de gestion fiduciaire de celle-ci ne s’en trouvent pas affectées, ce seuil pourra être relevé.
* Capables de démontrer qu’elles seront autorisées à intervenir dans le pays conformément à la règlementation locale.
  1. Cet Appel a pour vocation le financement, à hauteur de*10* M€ en subvention, de projets opérationnels au Tchad (cf. TDR en section VII).
  2. Sont ciblées les provinces du Kanem, du Barh El Ghazel et du Lac au Tchad.
  3. Les activités et rémunérations prévisionnelles de chaque organisation devront apparaître explicitement dans les différentes composantes du projet.
  4. L’AFD se réserve la faculté de ne pas donner suite au présent Appel.

**Article 2. Durée et budget**

1. Dans le cadre de l’Appel, l’AFD se propose de contribuer au financement de dépenses nécessaires à la réalisation de projets conçus et définis par les OSC pour une durée de *36 à 48* mois.
2. Le concours de l’AFD peut financer 100% du budget total TTC du projet.
3. Le consortium devra être composé d’un minimum de 2 structures et d’un maximum de 5 structures (au moins une organisation internationale chef de file et au moins une OSC nationale).
4. L’OSC chef de file sera l’unique interlocuteur de l’AFD et sera responsable de la gestion financière et technique et de la réalisation complète du projet. Un accord de groupement sera demandé au consortium sélectionné. Il devra préciser les responsabilités et les flux fiduciaires au sein du consortium.
5. Le consortium est encouragé à élaborer sa proposition en concertation avec les autorités locales et les communautés des 3 provinces concernées par l’Appel.
6. Le concours AFD ne peut (i) financer les dépenses non directement liées au projet, (ii) se substituer à un financement existant.
7. L’AFD accepte de financer (i) Les impôts, droits et taxes liés à la mise en œuvre du projet (ii) les coûts liés à la sécurité du groupement/OSC pour la mise en œuvre du projet. Ces coûts devront être intégrés dans le budget du projet sur des lignes dédiées.
8. En rejoignant le « Grand Bargain »[[4]](#footnote-4), la France a pris des engagements en matière de renforcement des capacités locales et nationales de prévention et de réponse aux crises. Les OSC internationales sont par conséquent incitées à travailler et à s'associer avec des organisations locales pour la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du projet[[5]](#footnote-5). Les OSC internationales devront expliquer comment le mode opératoire choisi peut aider la France à honorer ses engagements internationaux en matière de localisation de l’aide, et le démontrer dans leurs propositions de projet et budget.
9. Le financement des opérations du groupement retenu fera l’objet d’avances comme suit :

* Une première avance de 3 000 000 € correspondant à un programme prévisionnel de dépenses validé par l’AFD ;
* Les avances suivantes seront effectuées sur la base de la justification de 70% des dépenses de l’avance précédente, les rapports techniques et financiers, le dernier rapport d’audit annuel, le rapport d’audit de l’avance précédente, et le programme prévisionnel des dépenses annuel.
* Une dernière avance sera effectuée selon des modalités identiques aux avances précédentes, dans le respect des délais définis dans les termes de la convention signée entre l’AFD et l’OSC. La demande de dernière Avance sera accompagnée d’un plan de clôture du projet.

1. Les OSC prendront en charge tous les frais afférents à la préparation de leurs offres et l’AFD ne sera en aucun cas responsable de ces coûts, ni tenue de les payer. Les dépenses prises en compte par l’AFD ne seront éligibles qu’à compter de la date de signature de la convention de financement. Toutefois, en cas d’accord entre les parties, certaines dépenses pourront être éligibles à compter de la date d’octroi du projet par l’AFD, afin de favoriser un démarrage rapide du projet.
2. Les frais administratifs devront être réduits au minimum et répartis de façon équitable au sein du consortium. Ils ne dépasseront pas *12 %* et constitueront un critère de sélection. Les frais de personnel au siège en charge du projet seront intégralement à prévoir dans la ligne « frais administratifs ». Seul les frais de mission du personnel de siège pourront être répercutés dans une autre rubrique type « Appui et Suivi ».
3. Sont considérés comme éligibles les frais correspondant à I% du budget versés au SPONGAH au titre du mécanisme conjoint de gestion du Fonds dédié au suivi-évaluation des programmes et projets humanitaires et de développement tels que décrits dans les décrets N° I 917/PR/MEPD/2018 et N° 1918/PR/MEPD/2018 figurant dans le budget.
4. Les marchés passés dans le cadre de ce projet, y compris ceux concernant les prestations intellectuelles, seront soumis aux Directives pour la passation de marchés de l’AFD dans les Etats étrangers : <https://www.afd.fr/sites/afd/files/2019-11-11-10-32/ope-R2011-directives-passation-marches-etats-etrangers.pdf>

**Article 3. Présentation des propositions**

1. La sélection est effectuée sur la base d’une note projet (cf. modèle en section III) accompagnée d’un dossier administratif (cf. section IV) et des fiches de renseignements (sections V et VI) à remettre au plus tard le 10 septembre 2021 à 15h GMT via le site de l’AFD.
2. Pour les propositions retenues, les OSC seront ensuite invitées à poursuivre l’instruction, en étroite relation avec le Responsable d’équipe projet de l’AFD, et soumettront une note projet finale, validée par l’ensemble de parties. Cette proposition finale et complète devra intégrer les éventuels éléments issus d’un dialogue avec le Responsable d’équipe projet désigné à l’AFD. Sur cette base, le Responsable d’équipe projet soumettra le projet aux instances de validation des concours de l’AFD.

**Article 4. Audit, reporting, évaluation et capitalisation**

1. Les soumissionnaires doivent inclure, dans leur proposition, la réalisation d’audits externes. Les OSC sélectionnées contractualisent avec un cabinet d’audit, dont les modalités de sélection et la sélection finale seront soumis à la non objection de l’AFD ; le cabinet effectuera les vérifications nécessaires concernant la bonne utilisation des fonds du projet. Le contrat d’audit est financé dans le cadre du projet.
2. Un bulletin d’information trimestriel (2 pages) et un rapport technique financier semestriel des activités mises en œuvre dans le cadre du Projet devra être transmis à l’AFD et aux autorités locales. Un dispositif de reporting détaillé sera par ailleurs précisé dans le cadre du protocole d’entente conclu entre l’OSC et les autorités locales.
3. Une évaluation ex-post pourra être effectuée par l’AFD dans le cadre de ses procédures habituelles et sur financement propre.
4. L’AFD encourage l’élaboration d’un programme de capitalisation et d’un programme de communication afin de contribuer d’une part à la diffusion de bonnes pratiques, d’autre part à la bonne communication autour du projet, dans le respect de la politique sureté de l’organisation.

**Article 5. Monnaie de contrat et monnaies de paiement**

1. Les OSC établiront obligatoirement leur proposition en euros qui est la monnaie de la convention de financement.

**Article 6. Connaissance des lieux et des conditions de l’appel à propositions**

1. Par le fait même de déposer leurs propositions, les OSC sont réputées :

* avoir pris connaissance des conditions de l’appel à propositions décrites dans les présentes et les accepter ;
* avoir une parfaite connaissance de la nature et de l’envergure des actions à réaliser, des conditions de travail locales ainsi que de toutes les sujétions que ces actions comportent ;
* avoir pris connaissance des conditions générales (article 1 – section I), du dossier administratif et des fiches de renseignements (section IV, V et VI).

**Article 7. Ouverture des propositions et commission de sélection**

1. L’ouverture des plis sera effectuée au siège de l’AFD à Paris par le Responsable d’équipe projet de l’AFD, le Responsable Pays de l’AFD pour les opérations au Tchad, et un représentant de la Division Fragilités, Crises & Conflits de l’AFD.

Les divisions thématiques *Education, Formation Professionnelle et Emploi ainsi que Santé et Protection sociale et l’agence locale* pourront également être représentées au sein de la commission d’ouverture des plis. Les autorités locales pourront également être invitées à participer, en visioconférence depuis l’Agence locale.

Un compte-rendu de l’ouverture des plis, précisant la conformité des offres soumises au regard de leur date de réception et de l’exhaustivité des documents à réunir (note de projet et dossier administratif) sera rédigé.

1. La sélection des offres se fera par une commission de sélection, qui aura la même composition que la commission d’ouverture des plis. La grille de notation et les offres retenues suite à l’ouverture des plis seront envoyées préalablement à l’ensemble des membres de la commission. Coordination SUD pourra assister à la commission d’évaluation et de sélection en qualité d’observateur.
2. Un compte-rendu de sélection sera établi par le Responsable d’équipe projet. Il intégrera, pour chaque projet analysé, des éléments d’appréciation justifiant la sélection ou non du projet et pouvant être communiqués aux OSC. Il pourra être adressé aux autorités locales.

**Article 8. Eclaircissements apportés aux propositions**

1. Afin de faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des propositions, la commission de sélection peut demander aux OSC des éclaircissements relatifs à leur proposition.

**Article 9. Détermination de la conformité des propositions**

1. La Commission peut éliminer les propositions émanant d’OSC n’ayant manifestement pas la capacité humaine et financière à mettre en œuvre un projet dans le pays concerné.

**Article 10. Evaluation et classement des propositions**

1. La commission de sélection des propositions effectuera l’évaluation et la comparaison des propositions qui auront été reconnues conformes aux dispositions prévues.
2. La notation des propositions lors de l’étape de sélection sera établie sur 100 points selon le barème suivant**:**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé | Pts | Seront évalués… |
| **Diagnostic initial (15)** | | |
| Diagnostic initial | 15 | Analyse du contexte de la zone ciblée (socio-économique, vulnérabilités, conflits, menaces, etc.)  Evaluation ex-ante des besoins  Connaissance des politiques/stratégies nationales et des dispositifs de planification / mise en œuvre dans le domaine de l’éducation de base, des DSRR, du genre, de l’autonomisation des filles et des femmes  Connaissance des missions et du fonctionnement des services décentralisés de l’Etat sur ces sujets.  Présentation des différents acteurs de la société civile et institutionnels présents dans les 3 provinces du projet et actifs dans les domaines du projet  Qualité du dialogue établi avec les autorités et autres acteurs pertinents au niveau local |
| **Positionnement OSC cheffe de file et consortium** **(15)** | | |
| Positionnement de l’OSC cheffe de file et du consortium dans le pays | 5 | Historique dans le pays  Présentation des interventions de l’OSC chef de file et de ses partenaires dans le pays  Perspectives d’interventions sur les années à venir  Dynamique partenariale instaurée avec les autorités nationales et avec les différents acteurs des secteurs éducation et santé et ancrage local de l’OSC chef de file et de ses partenaires |
| Positionnement de l’OSC cheffe de file et du consortium dans la région concernée | 5 | Présentation des interventions de l’OSC chef de file et du consortium dans la région ciblée  Perspectives d’interventions dans la région ciblée (y.c hors fin. AFD)  Implantation de l’OSC chef de file et du consortium dans les zones ciblées, et capacités à se déployer dans d’autres localités ciblées par le projet le cas échéant.  Valeur ajoutée spécifique de l’OSC et du consortium, et de leurs approches respectives  Capacité de mise en œuvre rapide |
| Positionnement de l’OSC cheffe de file et du consortium sur les thématiques concernées | 5 | Expertise de l’OSC chef de file et de ses partenaires dans le domaine de l’éducation de base, des DSRR, du genre, de l’autonomisation des filles et des femmes et de l’appui aux services décentralisés de l’Etat  Expérience de mise en œuvre dans des domaines similaires Expertise et expériences d’interventions dans les zones fragiles, de crises et de conflits. |
| **Présentation du projet (40)** | | |
| Champ géographique | 5 | Pertinence de la couverture du projet, au regard des besoins  Pertinence de la couverture du projet au regard des actions des autres acteurs (notamment OSC)  Méthodologie de ciblage des zones couvertes par le projet (niveaux provincial, départemental, communal, villageois) |
| Champ opérationnel  Méthodologie | 20 | Présentation détaillée des activités, justification de leur pertinence par rapport au diagnostic et aux besoins identifiés, pertinence de l’approche proposée pour le ciblage des bénéficiaires.  Description de la logique d’intervention (théorie du changement), des principaux objectifs poursuivis, des résultat attendus, d’indicateurs d’impacts et hypothèses sous-jacentes  Cadre logique précisant les indicateurs (cibles annuelles)  Méthodologie du processus global d’accompagnement (phases d’évaluation approfondie, de mise en œuvre des différentes activités, d’évaluation…), avec détails sur les méthodologies d’accompagnement des partenaires locaux/autorités locales et l’articulation avec les autorités nationales et acteurs internationaux  Planning général des activités  Prise en compte d’une double temporalité des activités permettant d’appréhender les liens humanitaire – développement et d’assurer la durabilité et les modalités de pérennisation des activités  Analyse des risques et opportunités intégrant les approches « Ne pas nuire » et « No one left behind » :  - analyse des risques liés au contexte (situation humanitaire, contexte socio-politique et culturel, situation économique, enjeux de sécurité) qui peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre ou les effets du projet ;  - risques programmatiques (capacité de mise en œuvre et d’adaptation, qualité de la collaboration avec les acteurs locaux, tensions pouvant être générées par le projet et ses activités, complexité technique ou financière etc.) |
| Suivi-évaluation | 5 | Dispositif de base-line, évaluation à mi-parcours et finale  Dispositif de suivi -évaluation adapté au contexte (régulier, participatif et sensible aux conflits), permettant un suivi à distance et d’assurer la sensibilité aux conflits des activités ainsi que la redevabilité bénéficiaires (voir annexe 3)  Volets analytique, capitalisation, communication  Dispositif de suivi des enjeux et risques environnementaux et sociaux du projet |
| Genre et inclusion | 10 | Analyse sexo-spécifique du contexte et des besoins ; Analyse Genre réalisée et Plan d’action Genre proposé  L’égalité femmes-hommes est un objectif principal du projet (marqueur genre OCDE CAD2)[[6]](#footnote-6). Les enjeux de genre sont pris en compte de matière transversale et spécifique dans les objectifs et les activités du projet ; suivi sexo -spécifique des résultats.  Expertise du groupement sur la thématique Genre ; Equipe mobilisée, politique RH et de de lutte contre les harcèlements et VBG ;  Contribution du projet à l’agenda « Femmes, Paix et Sécurité » (participation des femmes au processus de prise de décisions, protection des femmes et des filles, prévention des VBG, etc.).  Politique d’inclusion : handicap (physique et mental), troubles psychosociaux, autres facteurs d’exclusion identifiés (socio-culturels, etc.). |
| **Moyens mis en œuvre (30)** | | |
| Budget | 10 | Pertinence du budget au regard des priorités identifiées  Part du budget alloué aux frais administratifs et de support (incluant les frais de sureté) au regard du budget total du projet  Part du budget au bénéfice direct des populations  Justification des coûts unitaires  Capacité du consortium à s’adapter à la volatilité du contexte et répondre aux éventuels chocs, à travers par exemple l’intégration d’une ligne « Divers et imprévus ». |
| Equipe | 5 | Pertinence du dispositif proposé sur le terrain et en lien avec les sièges des OSC, le cas échéant  Qualifications et compétences du personnel et disponibilité sur le long terme des CV proposés  Pertinence de l’expertise proposée  Capacités à conduire un dialogue avec les représentants de l’agence locale et l’AFD à Paris, ainsi qu’avec les autorités locales |
| Groupement | 10 | Organisation du groupement (leadership, coordination…) et clarté du partage des rôles  Pertinence et valeur ajoutées des différents membres du groupement  Implication des OSC locales dans l’élaboration, le pilotage et la mise en œuvre du projet, et plan de renforcement des capacités de ces dernières  Stratégie de transfert des compétences vers les ONG locales Capacités de coordination du consortium et modalités de collaboration avec l’ensemble des parties prenantes |
| Gouvernance | 5 | Organisation du pilotage et de la gouvernance du projet avec les autorités |

**Article 11. Droit reconnu à l’AFD de rejeter toute proposition**

1. L’AFD se réserve le droit de rejeter toute proposition, d’annuler la procédure d’appel à projets aussi longtemps que l’AFD n’a pas attribué la ou les subventions, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque à l’égard des OSC concernées et sans devoir les informer des raisons pour lesquelles l’appel à propositions aura été annulé ou leur proposition rejetée.

**Article 12. Instruction des projets**

1. Après la sélection du projet, l’équipe projet AFD l’instruit dans le cadre d’un dialogue avec le groupement/l’OSC afin de consolider la proposition initiale. L’AFD reste libre de ne pas poursuivre l’instruction de la proposition. Les éléments suivants pourront notamment constituer, parmi d’autres, une cause de non validation de la proposition finale du groupement/de l’OSC :

* refus de participer à un dialogue avec l’AFD, visant à enrichir la proposition,
* refus de présenter les arguments expliquant la non-intégration d’amendements suggérés par l’AFD,
* écart de plus de 10 % entre le budget total demandé à l’AFD dans la note projet et celui développé dans le cadre de la note projet finale.

**Article 13. Caractère confidentiel**

1. Aucune information relative à l’examen, aux éclaircissements, à l’évaluation, à la comparaison des propositions et aux recommandations relatives à l’attribution de la ou des subvention(s) ne pourra être divulguée aux OSC ou à toute autre personne étrangère à la procédure d’examen et d’évaluation, après l’ouverture des plis et jusqu’à l’annonce de l’attribution de la ou des subvention(s) à ou aux OSC retenue(s).
2. Toute tentative effectuée par une OSC pour influencer la Commission au cours de la procédure d’examen, d’évaluation et de comparaison des propositions conduira au rejet de la proposition de cette OSC.

**Article 14. Information sur le processus de sélection**

1. Les OSC ayant été retenues par la commission de sélection en seront informées par mail, ce dernier fixant le calendrier d’instruction qui permettra de servir de support pour le dialogue.

**Article 15. Information sur l’octroi et signature de la convention de financement**

1. Le Responsable d’équipe projet enverra à l’OSC porteuse bénéficiaire de la subvention un courrier ou email l’informant de l’octroi du concours, puis le projet de convention de financement pour accord avant signature.
2. Modalités de selection et de validation FINALE des propositions

Le processus qui conduit à l’accord de financement est effectué en deux temps :

1. sélection sur la base d’une note-projet (modèle section III) accompagnée d’un dossier administratif (section IV) et des fiches de renseignements (sections V et VI) à remettre au plus tard le 10 septembre 2021 à 15h GMT via le site de l’AFD (la date de réception fait foi)[[7]](#footnote-7)
2. poursuite du dialogue avec le Responsable d’équipe projet, permettant d’enrichir la proposition et de proposer une note projet finale, qui servira de base au Responsable d’équipe projet pour la soumission du concours aux instances de décisions de l’AFD.

**sélection des propositions**

**Sélection sur la base d’une note projet accompagnée d’un dossier administratif**

Chaque OSC porteuse fournira, par voie électronique :

sa proposition conformément au modèle de note-projet avec la page de garde et le tableau budgétaire signés par une personne habilitée à demander des cofinancements pour l’OSC ;

l’ensemble des documents administratifs demandé (section IV) y compris la fiche de renseignements relative au demandeur (section V) et, dans le cas de partenariat avec d’autres OSC, la fiche de renseignement relative au(x) partenaire(s) du projet (section VI) ;

Les propositions seront rédigées en langue française.

**ELABORATION ET VALIDATION FINALE DES PROPOSITIONS**

Dès réception de la notification de sélection de son projet, l’OSC pourra engager le processus de construction de sa proposition finale, contenue dans une note de projet finale revue. Elle entamera pour cela un dialogue avec l’AFD. A l’issue de ce processus, l’AFD donnera son accord en vue de la validation de la note projet, s’il considère que la proposition finale reflète le contenu de la note-projet initiale tout en intégrant certains éléments issus du dialogue qu’il aura conduit avec l’OSC. Une fois la note projet finale transmise par l’OSC, l’équipe projet AFD pourra soumettre le projet aux instances afin d’obtenir une décision d’octroi.

1. Modèle de note projet

***« Nom de l’appel à projets »***

**Appel à projets – Crise et sortie de crise**

**Date d’échéance pour la réception des notes de projet : le 10 septembre 2021 à 15h GMT (la date de réception fait foi)**

**Nom du demandeur :**

1. **Données concernant l’OSC PORTEUSE DU PROJET (1 page maximum)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de l’appel à projets** |  |
| Demandeur |  |
| Acronyme |  |
| Nationalité |  |
| Statut juridique |  |
| Adresse |  |
| N° de téléphone |  |
| Adresse électronique de l’organisation |  |
| Site internet de l’organisation |  |
| Contact –projet |  |
| Adresse électronique contact-projet |  |
| Titre du projet |  |
| Année d’implantation dans le pays de mise en œuvre de l’Appel à projets |  |
| Partenaires locaux |  |
| Lieux (pays, région(s), ville(s)) |  |
| Coût total de l’action |  |
| Contribution demandée à l’AFD |  |
| Contribution autres partenaires éventuels |  |
| Durée de l’action |  |

**2. Note de présentation du projet**

**2.1 Brève description du projet proposé (2 pages maximum)**

1. **Géographie et contexte** de mise en œuvre du projet (pays et provinces concernées)
2. **Expériences** de (ou des) l’OSC porteuse du groupement et de ses partenaires dans le pays et dans les 3 provinces ciblée par l’Appel à projets
3. **Objectif général** et objectifs spécifiques du projet
4. **Résultats** attendus, **impact et indicateurs de suivi**
5. **Activités** du projet, logique d’intervention et modes opératoires
6. **Bénéficiaires**: description des groupes cibles et des bénéficiaires locaux directs et indirects
7. **Budget** : Principaux éléments du budget proposé, répartition du budget par partenaires et par composante

**2.2 Le contexte (4 pages maximum)[[8]](#footnote-8):**

Les propositions présenteront une analyse contextuelle intégrant tout élément pertinent pour le projet dans les zones ciblées :

* situation socio-économique et humanitaire,
* démographie et déplacements de populations,
* analyse de conflits et des risques sécuritaires,
* acteurs en présence,
* enjeux et besoins sur les secteurs d’interventions],
* etc. ;

**2.3 Le projet : pertinence, objectifs, dispositif, méthodologie, interventions, risques, prise en compte des problématiques transversales (10 pages maximum)**

1. **Description de la pertinence de la proposition au regard de la situation locale.**

Expliquer la pertinence du projet au regard (i) des politiques/stratégies nationales dans le domaine concerné par l’Appel à projets, (ii) du contexte dans la région ciblée et du rôle qu’y jouent les autorités locales, (iii) des besoins des populations, (iv) des interventions d’autres acteurs dans la région.

1. **Objectifs, Résultats attendus localement, impacts possibles**

Présenter les résultats attendus pour les bénéficiaires directs et indirects, ainsi que les impacts potentiels pour la zone d’intervention. Expliciter la logique d’intervention du projet, ainsi que les hypothèses et les risques.

1. **Description des principales interventions :** Présenter l’ensemble des interventions à envisager simultanément ou dans l’ordre dans lequel elles seront présentées. Spécifier la stratégie de pérennisation des effets des actions envisagées.
2. **Mode opératoire du projet :** Décrire la méthodologie générale envisagée ainsi que les modes opératoires relatifs à des actions particulièrement déterminantes pour le succès du projet
3. **Bénéficiaires**: description des groupes cibles et des bénéficiaires locaux directs et indirects
4. **Calendrier du projet :** Durée, date de démarrage et date de fin, préciser les différentes phases.
5. **Consortium** : description des membres du consortium (internationaux, nationaux), des apports de chacun et de leurs expertises respectives, de la complémentarité et des modalités du partenariat, de pilotage et de gouvernance ainsi que la répartition du budget entre les partenaires
6. **Collaboration, complémentarités et renforcement de capacités au sein du consortium** : modalités de renforcement réciproque de l’OSC chef de file et ses partenaires.
7. **Schéma organisationnel**: Répondre notamment aux questions : avec qui le projet sera-t-il mis en œuvre ? Qui sont les partenaires du projet ? Comment seront consultées les populations et acteurs locaux en amont du projet, dans sa mise en œuvre et son suivi ? Quelles instances et mécanismes seront mis en place pour le pilotage du projet et la gestion des relations avec les partenaires ? Comment seront recueillis les retours des populations et parties prenantes (suivi, mécanisme de feedback, etc)
8. **Risques probables et moyens prévus pour y faire face :** Exposer les risques à envisager qu’ils soient contextuels (cadre politique, économique, social, sécuritaire et environnemental, etc) ou opérationnels (techniques, financiers, partenariaux, etc) ainsi que les mesures envisagées pour y faire face.
9. **Prise en compte des enjeux de Genre / Inclusion :** Préciser en quoi le projet aura des effets positifs sur le genre et la prévention des VBG dans toutes ses composantes et procédures (notamment de suivi-évaluation).

Préciser en quoi le projet intègrera les enjeux de handicap et de troubles psychosociaux et comment il ne créera pas d’effets négatifs à cet égard.

1. **Approche « Ne pas nuire » / sensible au conflit**

Préciser en quoi le projet permettra de réduire les vulnérabilités et les facteurs de tensions / conflits, et permettra au contraire de renforcer les facteurs de paix et de cohésion sociale. Préciser comment le dispositif de suivi-évaluation du projet permettra de suivre les impacts du projet sur ces enjeux.

1. **Pérennité du projet :** Pérennité technique (transfert de compétences localement, utilisation et gestion du matériel, etc.), pérennité sociale et institutionnelle : stratégie en vue de l’autonomisation du (des) partenaire(s), pérennité économique et financière : stratégie en vue de la viabilité économique et financière du (des) partenaire(s) du projet

**2.3 Pilotage, suivi et gouvernance du projet (4 pages maximum)**

1. **Pilotage et gouvernance :** quelles instances et mécanismes seront mis en place pour le pilotage du projet et la gestion des relations entre membres du groupement, avec les autres partenaires du secteur, les autorités locales et l’AFD ? Comment seront consultées les populations locales en amont du projet, dans sa mise en œuvre et son suivi ? Comment seront recueillis les retours des populations et parties prenantes (suivi, mécanisme de feedback et de plainte…) ?
2. **Dispositif de suivi-évaluation:** préciser le dispositif proposé pour assurer un suivi renforcé du projet et de ses résultats ainsi que son évaluation, incluant entre autres le flux d’information, le montage institutionnel et les responsabilités des différentes parties prenantes, y compris les bénéficiaires finaux et les autorités locales[[9]](#footnote-9).
3. **Coordination et partage avec les autres acteurs du développement** : quelles sont les relations avec les autres acteurs du secteur au niveau national, régional et local ?
4. **Capacité de mise en œuvre du projet (organisation et partenaires)[[10]](#footnote-10) ;** *le cas échéant :* Protocole de groupement (accord de partenariat entre l’OSC tête de file et les autres OSC acteurs du projet).

*La transmission de ce protocole n’est pas exigée pour finaliser la proposition, mais la remise d’une copie signée sera une condition suspensive à la signature de la convention avec l’OSC* *tête de file. Si possible, un draft peut être intégré en annexe au dossier. Cet accord doit être suffisamment détaillé tant sur le partage des responsabilités, le mode opératoire que sur la gouvernance interne du projet.*

1. **Capacités à conduire un dialogue avec les autorités locales, l’AFD Paris et l’agence locale**

**2.4 Annexes**

*Chacune des annexes doit être nommée en commençant par l’intitulé « Annexe » puis le nom du document (par exemple « ANNEXE Cadre logique », « ANNEXE Budget détaillé », etc.). Les annexes seront téléchargées via le formulaire de dépôt de projet.*

1. **Lettre de présentation de projet** (cf. ci-dessous)
2. **Cadre logique[[11]](#footnote-11) :** Indicateurs Objectivement Vérifiables qualitatifs et quantitatifs *(autant que possible : préciser les hypothèses et risques associés à chaque activité)*
3. **Calendrier indicatif de mise en œuvre**
4. **Budget détaillé (cf. Annexe budgétaire sous Excel):** *un tableau prévisionnel global des dépenses déclinées selon les composantes du projet, et en y distinguant bien les frais administratifs et de personnel (expatriés et locaux), les frais d’audit, d’évaluation et de supervision. Pour rappel: les frais de personnel au siège en charge du projet seront intégralement à prévoir dans la ligne « frais administratifs ». Seul les frais de mission du personnel de siège pourront être répercutés dans une autre rubrique type « Appui et Suivi ».*

*En cas de cofinancement, ceux-ci devront clairement être explicités. Dans ce cas, il conviendra aussi de bien dissocier, dans le budget, les ressources AFD des autres ressources. Enfin, le demandeur devra apporter les garanties que les cofinancements éventuels sont assurés.*

*Compte tenu de l’évaluation précise des besoins, qui sera menée lors de la première phase du projet, l’AFD gardera bien sûr une certaine flexibilité pour opérer des ajustements à l’issue de cette phase. L’important lors de cette étape est surtout de s’entendre sur les orientations budgétaires prises, c'est-à-dire sur la répartition entre les différentes activités, entre les dépenses dédiées aux activités opérationnelles et celles dédiées aux coûts administratifs et de gestion, à la part des frais de personnel, etc.*

1. **Note sur l’analyse genre et plan d’action genre** : analyse comparée de la situation des femmes et des hommes, et l’identification des inégalités de genre, en s’appuyant sur des données sexo-spécifiques quantitatives et qualitatives et plan d’action dédié pour renforcer l’intégration d’objectifs de réduction des inégalités femmes-hommes dans le projet
2. **Note sur la gestion des flux financiers au sein du consortium** : description détaillée et exhaustive du mode opératoire financier entre l’OSC chef de file et les autres membres du consortium (comptes bancaires, gestion des avances, des paiements, reporting, etc).
3. **Note sur la structuration et le fonctionnement du consortium**: brève description de l’organisation et du pilotage du consortium (RH dédiées, instances de suivi et de pilotage, etc), renforcement de capacités au sein du consortium, etc.
4. **Expertise mobilisée :** CV des personnes clés du projet (Responsable d’équipe projet, autres personnes ayant un rôle majeur dans le projet).
5. **Le cas échéant, évaluations, études et notes en lien avec la zone, le secteur d’intervention, le contexte et le projet.**
6. **Lorsque disponible, l’autorisation des autorités nationales** à intervenir dans le pays concerné et/ou requête des autorités nationales ou locales concernant le projet, ou tout autre document démontrant la capacité de l’organisation porteuse du projet à intervenir dans le pays conformément à la règlementation locale. *La transmission de cette autorisation et/ou requête n’est pas exigée pour finaliser la proposition, mais la remise d’une copie signée sera une condition suspensive à la signature de la convention avec l’OSC tête de file.*
7. **Note ou documents présentant la démarche de maitrise des risques environnementaux et sociaux dans les opérations pilotées par l’OSC.**

**Annexe 1 - Modèle de lettre de PRESENTATION DE PROJET**

**SOUMISSION d’une PROPOSITION de PROJET**

à

Monsieur le Directeur de l’Agence Française de Développement

Monsieur le Directeur,

Après avoir examiné le dossier d’appel à projets Crise et sortie de crise relatif à , je (nous) soussigné(s) (prénom(s), nom(s) …….., agissant en qualité de …..(fonction(s)) au nom et pour le compte de ....................(raison sociale et adresse du soumissionnaire ou des membres du groupement), après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées dans ce dossier d’appel à projets et après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature de cet appel à projets,

Remet(on)s, revêtus de ma (notre) signature, la proposition de projet suivante assortie d’un budget joint,

me soumets (nous soumettons) et m’engage (nous engageons conjointement et solidairement, l’ONG ...................faisant office de mandataire et de pilote du groupement) à réaliser le projet conformément à la proposition formulée dans notre projet et moyennant les coûts que j’ai établis moi-même (nous avons établis nous-mêmes), lesquels coûts font ressortir le montant du financement sollicité en Euros à :

MONTANT TOUTES TAXES ET DROITS (TTT) :.............................................(montant en chiffres et en lettres) Euros,

aux conditions économiques du mois de la date limite autorisée pour la remise de ma (notre) proposition, soit .................................

Je reconnais (nous reconnaissons) que l’AFD n’est pas tenue de donner suite à l’une quelconque des propositions qu’il recevra.

J’affirme, sous peine de résiliation de plein droit, que je ne tombe pas (et que l’OSC ou le groupement d’OSC pour laquelle (lesquelles) j’agis ne tombe(nt) pas) sous le coup d’interdictions légales soit en France, soit dans l’Etat (les Etats) où siège(nt) mon (nos) association(s), soit dans le pays d’intervention proposé.

Fait à ....................., le .........................

Signature

*Le signataire joindra l’acte lui déléguant les pouvoirs d’engager son association. Dans le cas d’un groupement momentané d’associations, joindre l’acte constitutif du groupement et désignant le pilote et mandataire.*

*L’original de la soumission devra porter la mention « ORIGINAL ».*

**Annexe 2 – Modèle de cadre logique**

Exemple de modèle

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Logique d'intervention** | **Indicateurs objectivement vérifiables**  *(Inclure situation de référence et cible)* | **Sources et moyens de vérification** | **Hypothèses** | **Partenaire(s) en charge de la mise en œuvre** |
| **Objectif global** | *Quels sont le ou les objectif(s) global(aux) d'ensemble auquel l'action va contribuer ?* | *Quel est l'indicateur-clef lié à ce ou ces objectif(s) global(aux) ?* | *Quelles sont les sources d'information pour cet indicateur ?* | *Sur quelle(s) hypothèse(s) repose(nt) l’atteinte de l’objectif global du projet ?* |  |
| **Objectif(s) spécifique(s)**  **(et sous-objectifs spécifiques)** | *Quels objectifs spécifiques l'action doit-elle atteindre comme contribution à ou aux objectif(s) global(aux) ?* | *Quels indicateurs montrent en détail, que les objectifs de l'action sont atteints ?* | *Quelles sources d'information existent et peuvent être rassemblées ? Quelles sont les méthodes pour obtenir ces informations ?* | *Sur quelle(s) hypothèse(s) repose(nt) l’atteinte des objectifs spécifiques du projet ?* | *Quel(s) partenaire(s) est/sont en charge de l’atteinte des objectifs spécifiques du projet ?* |
| **Résultats attendus** | *Les résultats sont les réalisations qui vont permettre l'atteinte de l’objectif spécifique. Quels sont les résultats attendus (Numérotez ces résultats) ?* | *Quels indicateurs permettent de vérifier et de mesurer que l'action atteint les résultats attendus ?* | *Quelles sont les sources d'information pour ces indicateurs ?* | *Sur quelle(s) hypothèse(s) repose(nt) l’atteinte des résultats attendus du projet ?* | *Quel(s) partenaire(s) est/sont en charge de l’atteinte des résultats attendus du projet ?* |
| **Activités à développer** | *Quelles sont les activités-clefs à mettre en œuvre, et dans quel ordre, afin de produire les résultats attendus ? (Groupez les activités par résultats)* | *Moyens : Quels moyens sont requis pour mettre en œuvre ces activités, par exemple personnel, matériel, formation, études, fournitures, installations opérationnelles, etc. ?* | *Quelles sont les sources d'information sur le déroulement de l'action ? Coûts : Quels sont les coûts de l'action ? leur nature ? (Détail dans le budget de l'action)* | *Sur quelle(s) hypothèse(s) repose(nt) la mise en œuvre des activités du projet ?* | *Quel(s) partenaire(s) est/sont en charge de la mise en œuvre des activités du projet ?* |

1. Dossier administratif DE L’oSC PORTEUSE DU PROJET

Chacune des pièces du dossier administratif devra être nommée en commençant par la numérotation suivant la liste ci-dessous (*par exemple, documents électroniques à nommer : « 1. Fiche de renseignement …..… » ou « 9.a. Bilan et**Comptes d’exploitation 2017 » et « 9.b. Bilan et**Comptes d’exploitation 2016 » ).*

1. Fiche de renseignement demandeur (section V) ;
2. Copie des statuts signés ;
3. tout document démontrant la capacité de l’organisation porteuse du projet à intervenir dans le pays conformément à la règlementation locale (comme par exemple une autorisation émanant des autorités publiques compétentes, etc) ;
4. Organigramme de l’antenne locale de l’organisation (compétente pour les zones d’intervention du projet);
5. Fiche(s) de renseignement(s) relatives au(x) partenaire(s) du Projet (dans le cas de groupement) (section VI).
6. fiche de renseignements relative A l’OSC porteuse du projet

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :**  (à laquelle toutes les correspondances concernant ce projet devront être envoyées) |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Zone(s) d’intervention :** |  |
| **Secteur(s) d’intervention :** |  |
| **Principaux financements et partenariats noués entre l’OSC** **et l’AFD au cours des 3 dernières années.** (préciser l’objet, le montant du financement et le service de l’AFD concerné) |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet** | **Nom** | **Téléphone** | **Adresse électronique** |
| Référent technique : |  |  |  |
| Référent financier : |  |  |  |
| Référent administratif : |  |  |  |
| **Nom et prénom du Directeur exécutif :** |  | | |
| **Nom, prénom et qualité de la personne responsable du présent dossier de demande de cofinancement[[12]](#footnote-12) :** |  | | |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date de création :** | |  | | | |
| **Statut Juridique :** | |  | | | |
| **Les références de la déclaration à la Préfecture :** | | | | | |
| N° |  | Date |  | Département |  |
| **La date de publication au Journal officiel :** | |  | | | |
| **Le cas échéant, la date de reconnaissance d'utilité publique :** | |  | | | |
| **Le cas échéant, la date d'agrément par un ministère, lequel** **:** | |  | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nom et prénom du secrétaire général :** |  |
| **Nom et prénom du trésorier :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration :** |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres un agent de l’Agence Française de Développement ? :**  si oui, indiquez son nom et sa fonction |  |
| **Compte-t-on parmi ses membres une personne politiquement exposée[[13]](#footnote-13) ? :**  si oui, indiquez son nom et sa fonction |  |
| **Date de l’Assemblée générale au cours de laquelle ont été élus les membres du CA et du bureau actuels :** |  |
| **Date d’échéance des mandats de ces membres :** |  |
| **Date prévisionnelle de la prochaine assemblée générale :** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **20..** | **20..** | **20..** |
| **Nombre de membres** |  |  |  |
| **Nombre de cotisants** |  |  |  |
| **Montant des cotisations** |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Effectifs au siège de l’OSC:** | Total (ETP[[14]](#footnote-14)) |
| Salarié (s) |  |
| Bénévole(s) |  |
| Total |  |
| **Effectifs à l’étranger :** | Total (ETP) |
| Salarié (s) expatrié(s) |  |
| Salarié (s) local(aux) |  |
| Volontaire(s) |  |
| Bénévole(s) |  |
| Total |  |
| **Dont effectifs dans le/les pays de réalisation du projet :** | Total (ETP) |
| Salarié (s) expatrié(s) |  |
| Salarié (s) local(aux) |  |
| Volontaire(s) |  |
| Bénévole(s) |  |
| Total |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques budgétaires par pôle de dépenses** | **Montants totaux des fonds alloués au cours des trois dernières années** | | | | | | | | | |
| **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | | **%** | **Total** | | **%** |
| **Fonctionnement de l'association** | | | | | | | | | | |
| Frais de personnel (salariés siège et terrain [expatriés et locaux]) |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Charges locatives |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Frais financiers, impôts et taxes |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Frais de communication et de collecte de fonds |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **Interventions[[15]](#footnote-15)** | | | | | | | | | | |
| Actions de développement |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
|  |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Aide d'urgence |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Autres |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
|  |  | | | | | | | | | |
| **Budget dans le / les pays de mise en œuvre du Projet** | **Montants totaux des fonds alloués au cours des trois dernières années** | | | | | | | | | |
| **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | **%** | **Année 20..** | | **%** | **Total** | | **%** |
| **Fonctionnement de l'association** | | | | | | | | | | |
| Frais de personnel (salariés siège et terrain [expatriés et locaux]) |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Autres frais de fonctionnement |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **Interventions[[16]](#footnote-16)** | | | | | | | | | | |
| Actions de développement |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Aide d'urgence |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sensibilisation/éducation au développement |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Autres |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| Sous-total |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **TOTAL** |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
|  |  |  |  |  |  |  | |  |  | |

**Montant des ressources financières globales des trois dernières années**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Chiffre d’affaires de l’** OSC | **Dont fonds publics[[17]](#footnote-17)** | | **% du CA total** | **Dont fonds privés** | | **% du CA total** |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 10% du budget total de l’OSC **[[18]](#footnote-18)**: |  |  |
|  |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 10% du budget total de l’OSC : |  |  |
|  |  |  |
| **20..** |  | **Montant total :** |  |  | **Montant total :** |  |  |
| Dont AFD : |  |  | Dont contributeur(s) à plus de 10% du budget total de l’OSC : |  |  |
|  |  |  |

1. Fiche de renseignements relative au(x) partenaire(s) du projet

***A remplir pour chaque partenaire impliqué dans le projet***

Préciser le nombre total de partenaires impliqués dans le projet :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom complet de l’organisme :** |  |
| **Acronyme :** |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Lieu d'implantation du siège social** : (si différent de l'adresse postale) |  |
| **Téléphone :** |  |
| **Fax :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Site internet :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Personne(s) de contact pour ce projet :** |  |
| **Nom et prénom du directeur exécutif :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de création :** |  |
| **Statut Juridique:**  (Joindre au dossier technique le certificat d’enregistrent ou l’équivalent, si la structure est informelle le préciser ici.) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et prénom du président :** |  |
| **Nombre de membres composant le Conseil d’Administration :** |  |
| **Liste des membres du CA :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Objet de l’association :** |  |
| **Principaux domaines d’intervention :** |  |
| **Ressources humaines de l’association :** |  |
| **Budget total annuel en euros :** |  |
| **Principaux donateurs :** |  |
| **Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc. :** |  |
| **Historique et nature de la coopération avec le/les partenaire(s) :** liens institutionnels et contractuels |  |
| **Rôle et implication dans la préparation du projet proposé :** |  |
| **Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé :** |  |
| **Expérience d’actions similaires en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l’action proposée :** |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **APPEL A PROJETS CRISE ET SORTIE DE CRISE**  **TCHAD**  **SAHA WA TARBIA - APPUI AUX SERVICES SOCIAUX DANS LES PROVINCES DU NORD-OUEST DU TCHAD**  **(KANEM, BARH EL GHAZEL ET LAC TCHAD)**  **2021**  **TERMES DE REFERENCE** |

Cette note de cadrage a pour principal objet de présenter les orientations d’une intervention, financée par une subvention de 10 millions d’euros pour appuyer les services sociaux de base dans une approche multisectorielle dans trois provinces du Nord-Ouest du Tchad, dans un contexte de fragilités et d’importantes vulnérabilités des populations.

Les pistes proposées sont issues d’un travail d’identification réalisé par l’équipe de l’AFD.

Le projet a vocation à être mis en œuvre par un consortium d’OSC sélectionné suite à une procédure d’Appel à Projet Crises et Conflits (APCC).

**I. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L’APPEL A PROJETS**

Dans le cadre des opérations financées par le Fonds Paix et Résilience Minka sur son Initiative Lac Tchad, la DOE (AFR/CCC/EDU) et l’Agence de N’Djaména au Tchad ont convenu de l’instruction rapide d’un projet pour un octroi en 2021 d’un montant indicatif de 10 000 000 € en subvention.

Dans ce contexte, sur la base des besoins identifiés par le « Risk and resilience assessment » (RRA, 2020) élaboré par la Banque Mondiale, et au vu du contexte régional et des risques de basculement dans la violence s’y afférant, les provinces du Kanem et du Barh El Ghazel à l’Ouest du Tchad ont été ciblées. La province du Lac Tchad est également incluse compte-tenu de la situation humanitaire affectant les personnes déplacées internes et les autres populations touchées par la crise générée par Boko Haram. **Le Lac, le Kanem et le Barh El Ghazel sont des zones prioritaires à la fois pour le Gouvernement tchadien et pour les partenaires de l’Alliance Sahel, qui ont décidé d’unir leurs efforts pour appuyer ces territoires vulnérables en renforçant l’accès aux services sociaux de base et en y soutenant le retour de l’Etat.**

**Les provinces du Kanem et du Barh El Ghazel (BEG)** situées à la frontière du Niger et de la province du Lac au Tchad font partie des deux régions les plus enclavées du pays, marquées par un Etat peu présent, des services techniques décentralisés dont le manque de ressources contraint fortement les capacités d’intervention et une faible gouvernance locale. Selon l’« Evaluation des Risques et de la Résilience dans la région du Sahel » de la Banque Mondiale (février 2020), les deux provinces connaissent des situations de grande fragilité et de risques, bien qu’elles ne semblent pas de nature à déstabiliser les équilibres en place à court ou moyen termes. Cependant, le Kanem et le BEG restent sujets à un risque de contagion de la violence. Ce risque n’est pas nécessairement en lien avec les activités du groupe terroriste Boko Haram et/ou de l’Etat Islamique en Afrique de l’Ouest (ISWAP), mais avec des foyers de contestation endogènes[[19]](#footnote-19). Les populations sont également victimes d’exactions commises par des individus perçus comme proches des cercles au pouvoir (Rapport ICG, 2018), lesquelles creusent le fossé entre les populations et l’Etat. Le sentiment d’exclusion, les exactions à l’égard des populations civiles, ainsi que le manque d’accès aux services sociaux de base génèrent des frustrations qui pourraient représenter un risque de contestation à l’égard des institutions.

**Dans la province du Lac,** 550 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire, soit 84% de la population totale de la province[[20]](#footnote-20). Après 12 ans de violence, les services sociaux de base et les ressources naturelles déjà limitées sont mis à rude épreuve. Le nombre de personnes déplacées dans la province du Lac est de 457 797 individus en mars 2021, localisés dans 228 localités (sites d’accueil et communautés hôtes). Les mineurs représentent près de 40% de la population déplacée au Lac, et les femmes près de 54%, ce qui en font les populations les plus vulnérables. En 2020, 1 058 incidents de protection ont été enregistrés (exactions, enlèvements, viols, etc.), faisant de la protection des civils, et notamment des femmes et des enfants, un enjeu majeur. A l’insécurité physique s’ajoute une insécurité alimentaire et nutritionnelle très élevée, dépassant les seuils critiques pour la prévalence de la malnutrition aigüe. La province du Lac est la plus touchée dans tout le pays, avec 168 000 personnes en situation d’insécurité alimentaire sévère. En ce qui concerne la santé, les centres de santé y sont peu nombreux ou n’ont pas les ressources nécessaires pour faire face au nombre de plus en plus important de personnes. L’insuffisance des structures sanitaires, en plus du manque d’infrastructures en eau et assainissement, sont des facteurs aggravants notamment des urgences sanitaires, de la malnutrition et de la non prise en charge des cas de VBG. Les complications obstétricales restent toujours une urgence et les besoins en santé sexuelle et reproductive pour les femmes en âge de procréer sont énormes, à la fois dans les sites de déplacés internes, dans les camps de réfugiés et dans les zones peu stables. Sur le plan de l’éducation, des dispositifs d’éducation d’urgence ont été mis en place mais ils sont largement insuffisants.

**Dans les trois provinces du Lac, du Kanem et du Barh El Ghazel, les services publics de base en santé et en éducation sont très limités et l’accès est inégal entre les couches sociales**. A cet égard, le rapport RRA (Banque mondiale, février 2020) recommande de « compléter les cartes scolaires et sanitaires par la mise en œuvre de mesures ciblées au bénéfice de territoires et de communautés marginalisées. L’offre d’éducation gagnerait à être complétée de manière intégrée par des services de santé, d’alimentation, d’alphabétisation et de formation informatique. »

* La situation éducative dans les provinces du Lac, du Kanem et du Barh El Ghazel est encore plus alarmante que dans le reste du pays.Les taux de scolarisation et les taux d’achèvement y sont les plus faibles de tout le pays à tous les niveaux d’études[[21]](#footnote-21). Ceci est lié entre autres au pourcentage d’écoles en situation de discontinuité (36,3% au Kanem) ainsi qu’au nombre important d’écoles fermées[[22]](#footnote-22).
* Dans le secteur de la santé, les provinces du Kanem et le Barh El Ghazel enregistrent les taux de mortalité maternelle et infantile parmi les plus élevés du pays[[23]](#footnote-23). L’enclavement des deux provinces, les difficultés de déplacement en zone rurale, le manque d’infrastructures et de matériels médicaux et la faible qualification des ressources humaines appellent à un renforcement du système de santé[[24]](#footnote-24).

**Le Tchad est classé 142ème sur 145 pays au Global Gender Gap Index**. Les inégalités entre femmes et hommes, notamment en termes d’accès à l’éducation, d’opportunités d’insertion économique et de participation politique sont particulièrement criantes.

* Les filles sont en effet particulièrement désavantagées tant en termes d’accès que de maintien à l’école. Les freins principaux sont la préférence donnée à l´éducation des garçons, les mariages et grossesses précoces, la lourde charge des travaux domestiques, et les risques de violences sexuelles. Seules près de 18,8% des filles étaient scolarisées en 2016 au niveau moyen contre 40,7% des garçons.
* Les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) sont un enjeu majeur en matière de genre et d’équité : si le taux de fécondité des femmes tchadiennes a diminué au cours de la dernière décennie, celui-ci reste parmi les plus élevés du monde: 6,4 enfants par femme en moyenne en 2019 (MICS 2019). L’accès aux services de santé, notamment obstétricaux et prénataux, est limité: le taux de naissances assistées d’un professionnel de la santé qualifié est de 28% seulement (MICS 2019), le suivi post-partum ne concerne que 5% des mères et la pratique d’avortements clandestins est répandue, notamment pour les femmes jeunes. Les violences basées sur le Genre (VBG) constituent un risque majeur pour les femmes, non seulement durant les conflits, mais dans le quotidien de leur vie: 29% de femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi au moins une fois des actes de violence physique depuis l’âge de 15 ans et 12% des actes de violence sexuelle[[25]](#footnote-25).

Alors que les provinces enregistraient traditionnellement de nombreux **mouvements migratoires** de leurs populations, aussi bien saisonniers que de long terme, notamment du Barh El Ghazel vers la Libye, ces mouvements ont été perturbés par les crises dans la province du Lac et en Libye, réduisant les flux et perspectives économiques dans les deux provinces.

La région, dont la production alimentaire se divise entre l’élevage, l’agriculture pluviale et les cultures maraîchères, souffre également des effets du **changement climatique**, et est victime de chocs environnementaux récurrents. Elle subit en effet de longues périodes de sécheresse et de nombreuses inondations, une pluviométrie irrégulière dans le temps et dans l’espace, des invasions acridiennes dévastatrices pour les cultures et les pâturages, l’ensablement des ouaddis ainsi que des phénomènes de feux de brousse. Ces conditions, couplées à la limitation de la production agricole et de l’exploitation des ouaddis - corrélée aux problèmes d’accès à l’irrigation -, à la terre et aux intrants, à une main-d’œuvre insuffisante et au problème de connectivité des provinces avec les points de vente majeurs (notamment le Lac) sont à l’origine d’une **détérioration chronique de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle des populations.**

Enfin, au niveau politique, suite au décès brutal du Président Idriss Déby aux lendemains de l’élection présidentielle d’avril 2021, un gouvernement de transition a été nommé. L’Union Africaine a affirmé sa volonté d’accompagner le Tchad vers une transition démocratique sous 18 mois.

**II. ORIENTATIONS PROPOSEES**

1. **Finalité**

La finalité du projet serait de contribuer à l’accès des populations vulnérables (notamment les filles, les adolescentes et les femmes) aux services sociaux de base (éducation et santé) dans la province du Lac, du Kanem et du Barh El Ghazel, et de prévenir les violences et les tensions inter et intracommunautaires, notamment à l’encontre des femmes et des enfants, et entre communautés hôtes et déplacées lorsqu’elles existent.

1. **Objectifs spécifiques**

Le projet aurait pour objectifs spécifiques de :

1/ Renforcer l’accès à une éducation inclusive de qualité, notamment concernant les apprentissages et les compétences de vie courante

2/ Renforcer l’accès à des services et soins de santé de qualité, notamment en matière de de DSSR et VBG

3/ Promouvoir l’égalité hommes-femmes et l’autonomisation des femmes, des adolescentes et des filles

4/ Appuyer les services décentralisés de l’Etat dans la réalisation de leurs missions

1. **Contenu**

Le projet pourrait intégrer les axes suivants, en suivant les objectifs spécifiques mentionnés ci-dessus, à titre indicatif :

1. **Un renforcement de l’accès à une éducation inclusive et de qualité en termes d’apprentissages.** 
   * Amélioration de l’accès et de la qualité des services éducatifs: réhabilitation / extension d’infrastructures éducatives du cycle primaire, équipement en mobilier scolaire, appui aux cantines scolaires, amélioration des conditions d’hygiène (points d’eau, latrines séparées), distribution de matériel scolaire.
   * Renforcement des capacités des enseignants et de la chaîne pédagogique :formation à la pédagogie active et sensible au genre, formation à l’éducation pour la paix et aux compétences de vie, formation à la prise en charge des élèves en difficulté et à la remédiation, formation à la didactique des mathématiques et de la lecture.
2. **Une amélioration de l’accès à des services et soins de santé de qualité, notamment en matière de DSSR et VBG**
   * Amélioration de l’offre de services de santé et notamment en matière de DSSR planification familiale (PF) et VBG pour les femmes, les jeunes et les adolescent.es : renforcement de l’accès aux services de santé à travers la mise à disposition d’infrastructures et d’équipements, le renforcement des compétences des professionnels de santé, en assurant et en développant l’accès à une offre de services diversifiée, sensible au genre et adaptée aux publics adolescent.es et jeunes, y compris d’éventuelles solutions ambulatoires dans les zones reculées.
   * Promouvoir la demande des services de santé et notamment de DSSR/PF, pour les femmes, les adolescents et les jeunes par une approche communautaire : activités de sensibilisation et d’éducation à la santé de proximité, promotion de changements de comportements individuels et collectifs en milieu communautaire via des actions d’Information, Education et Communication (IEC) et de Communication pour le Changement de Comportement (CCC), la mobilisation des réseaux d’agents de santé communautaires (ASC) et le dialogue intercommunautaire.
3. **La promotion de l’égalité hommes-femmes et de l’autonomisation des filles, des adolescentes et des femmes :**

* Participation communautaire ; redynamisation des réseaux communautaires existants sur ce sujet, et formation sur leurs rôles et responsabilités, sur la connaissance accrue de l’importance de l’accès et du maintien des filles à l’école, la participation des femmes aux prises de décision et à la résolution des conflits.
* Mise en place de clubs scolaires et extra-scolaires de filles, développement de projets scolaires, sensibilisation des parents en matière de DSSR, gestion de l’hygiène menstruelle, de lutte contre les VBG et les inégalités de genre.

1. **Un appui aux services décentralisés de l’Etat**
   * Renforcement des capacités des autorités éducatives et sanitaires au niveau provincial et local en matière de planification concertée entre les différents niveaux et les différents acteurs-clés
   * Appui matériel aux délégations provinciales en charge de l’éducation et de la santé
   * Appuyer une meilleure coordination des délégations provinciales des secteurs de la santé et de l’éducation afin de favoriser des actions conjointes et des passerelles entre ces deux secteurs.
   * Coordination et pilotage du projet : en accord avec les autorités nationales, il sera prévu que soient mis en place les instances et mécanismes de coordination / gouvernance du projet suivants :
     + Un comité de pilotage local avec les délégations provinciales.
     + Un comité de suivi au niveau national dont la fréquence de réunion est à définir.
     + 2 missions de supervision conjointes par les autorités nationales sont à prévoir sur place.
2. **Ciblage et durée du projet**

Population ciblée:

* Les enfants et adolescents (filles et garçons), notamment les plus vulnérables aux violences et aux conflits ;
* Les enseignants, les agents de santé, les cadres administratifs en éducation et en santé
* Les parents et les leaders et réseaux communautaires
* Les autorités locales (administratives et traditionnelles), départementales et provinciales.

Le ciblage des zones géographiques de concentration des actions devra être défini en cohérence avec les besoins les plus importants, les priorités des autorités nationales et locales, les capacités et les moyens des acteurs publics et communautaires sur place ainsi qu’en complémentarité avec les opérations prévues ou en cours dans les trois provinces, notamment par les autres membres de l’Alliance Sahel. La logique et la méthodologie de ciblage géographique devront être dûment justifiées et détaillées dans la proposition.

Durée du projet

Le projet sera mis en œuvre sur une période de 36 à 48 mois maximum. L’opérateur veillera à ancrer le projet dans les trois provinces et auprès des bénéficiaires via un travail de concertation avec les communautés ciblées et les autorités locales pour garantir l’acceptation, l’approbation et l’appropriation des objectifs du projet par les bénéficiaires clés.

1. **Points d’attention**

Quelques points d’attention devront guider l’élaboration de la proposition soumise par le consortium d’OSC, à savoir :

* S’inscrire dans la mise en œuvre d’une approche territoriale intégrée (ATI), qui vise à intervenir dans les zones vulnérables sahéliennes de manière coordonnée, en prenant en compte les priorités des autorités nationales et locales, les collectivités territoriales et les interventions des partenaires. Cibler un périmètre géographique réduit avec une approche systémique au niveau d’un territoire (prise en compte des enjeux territoriaux et recherche d’impacts à l’échelle de territoires).
* Il conviendra de présenter la complémentarité de l’intervention proposée avec les appuis des autres partenaires sur le terrain. Les opportunités de coordination/collaboration avec d’autres projets et programmes, notamment à travers une approche intégrée humanitaire et développement, seront recherchées et présentées. Les effets de leviers entre différents programmes/projet seront valorisés.
* S’inscrire dans une logique d’intervention « sensible au conflit » visant à contribuer à endiguer la violence et renforcer la cohésion sociale en atténuant les facteurs de vulnérabilités liés à la crise Boko Haram (cf. finalité de l’initiative Minka Lac Tchad de l’AFD dont les objectifs sont : 1. Des services publics déployés de façon inclusive et équitable ; 2. Le renforcement de la gouvernance locale et médiation communautaire ; 3. La protection des femmes et des jeunes)
* S’aligner sur les orientations stratégiques du Tchaden matière d’éducation et de santé sexuelle et reproductive[[26]](#footnote-26) au niveau national et provincial. Une attention sera portée à la méthodologie proposée pour assurer l’implication des autorités dans la planification et l’exécution du projet.
* Proposer une approche véritablement intégrée et multi-sectorielle. Le projet s’intéressera ainsi aux enjeux de santé et d’éducation avec un accent clair sur le renforcement de la capacité d’agir (autonomisation) des parents (mères et pères), des jeunes et des communautés, aux côtés des professionnels.
* Développer une stratégie d’intervention orientée vers des changements de perceptions et de pratiques pérennes pour les acteurs/ bénéficiaires du projet
  + Les professionnels des secteurs éducatifs et sanitaires
  + Les parents, les communautés
  + Les adolescent.es
  + Les autorités déconcentrées et décentralisées
* Inscrire l’intervention dans une perspective detransition vers une pérennisation(mécanismes de sortie d’une logique d’assistance / urgence, mise en place d’une analyse fine des coûts par bénéficiaire afin d’anticiper sur les possibilités d’extension, mise à l’échelle du projet)
* Porter une attention spécifique à la mise en œuvre d’une approche transformative en matière de genre (analyses, stratégie et suivi sexo-spécifiques). La transformation des dynamiques inégalitaires basées sur le genre sera promue de manière transversale à tout le projet et de manière spécifique à travers l’axe 3. Une attention particulière sera donnée aux besoins des adolescents (10 à 19 ans), et en particulier des filles.
* De manière transversale, le projet devra intégrer une approche « Ne pas nuire », en veillant à maîtriser les interactions entre le projet et le contexte, pour renforcer les facteurs de cohésion (connecteur) et réduire les facteurs de tensions (diviseurs).
* Mettre en œuvre une démarche continue de maîtrise des risques environnementaux et sociaux permettant (i) d’évaluer les impacts environnementaux et sociaux du projet, (ii) de proposer des mesures appropriées visant à éviter les impacts négatifs, ou lorsqu'ils sont inévitables à les réduire ou à les compenser de manière appropriée (meures ERC), (iii) de suivre la mise en œuvre de ces mesures lors de la phase d'exécution de l'opération, (iv) d’évaluer a posteriori l’efficacité des mesures proposées. Cette démarche intégrera des mesures d’adaptation au changement climatique et de réduction des catastrophes naturelles. Les mesures ERC devront compléter les spécifications Environnementale, Sociale, Santé et Sécurité du dossier Type d’appel d’offre – Marché de Travaux – de l’AFD[[27]](#footnote-27) à utiliser pour les activités comportant des travaux.
* Combiner des résultats rapides et des impacts à moyen terme bénéficiant directement aux publics concernés afin de renforcer la résilience immédiate des individus tout en œuvrant pour la durabilité à travers le renforcement des capacités des acteurs et des structures afin de garantir la réplicabilité et la pérennité des activités.
* Assurer l’adaptabilité et la flexibilité du montage du projet et des activités pour permettre la prise en compte du contexte spécifique et volatile du pays et des provinces ciblées ;
* Inclure un volet diagnostique et analytique dans les activités du projet, pour mener des analyses contextuelles et sociodémographiques dans les zones d’intervention. Le projet doit permettre d’améliorer les connaissances sur le contexte et les secteurs d’intervention.
* Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation adapté au contexte, i.e. régulier, participatif et sensible au conflit (voir annexe 3). Ce dernier permettra de rassembler, analyser et évaluer de manière régulière les informations actualisées à la fois sur le projet (suivi des indicateurs, réalisations et résultats atteints, utilisation des fonds, impact sur le contexte, mesure de perception et redevabilité envers les bénéficiaires) et sur le contexte (données quantitatives et analyses qualitatives, impact sur le projet), afin d’appuyer le pilotage du projet en fonction du contexte et des interactions et d’en assurer sa redevabilité.

1. **Cadrage budgétaire**

Le montant envisagé pour cet APCC est de 10 000 000€. Les fonds seront transférés à l’OSC cheffe de file du consortium qui sera responsable de la bonne exécution budgétaire et de la rétrocession des fonds aux OSC membres du consortium selon les principes de bonne gestion fiduciaire.

Le financement des opérations du Consortium retenu fera l’objet d’avances basées sur une planification des activités validée par le comité de pilotage du projet, comme suit :

* Une première avance de 3 000 000 € correspondant à un programme prévisionnel de dépenses validé par l’AFD ;
* Les avances suivantes seront effectuées sur la base de la justification de 70% des dépenses de l’avance précédente, les rapports techniques et financiers, le dernier rapport d’audit annuel et le dernier rapport d’audit des dépenses de l’avance précédente, et le programme prévisionnel des dépenses annuel.
* Une dernière avance sera effectuée selon des modalités identiques aux avances précédentes, dans le respect des délais définis dans les termes de la convention signée entre l’AFD et l’OSC. La demande de dernière Avance sera accompagnée d’un plan de clôture du projet.

Les plans de financement des projets Minka sont indicatifs et peuvent être aménagés sur simple avis de non objection (ANO) de l’AFD. Il peut être proposé une flexibilité de 10% maximum sur chaque ligne budgétaire (entendue au niveau des Composantes du projet et hors frais de gestion), ne nécessitant qu’une information a posteriori de l’AFD. Les plans de financement peuvent contenir une ligne « divers et imprévus » pouvant s’élever à 20% du total. L’utilisation de cette ligne ne devra pas être pré-répartie entre les membres du Consortium et doit faire l’objet d’un ANO de la part de l’AFD.

Une attention particulière sera apportée à la répartition équilibrée des postes budgétaires, notamment entre le budget affecté aux interventions et les coûts de gestion et frais de fonctionnement y compris le personnel support. Les propositions seront analysées à l’aune de ces éléments.

**II. DIAGNOSTIC PREALABLE A LA FORMULATION DE LA PROPOSITION**

Il est attendu que les propositions de réponse soient formulées au regard des enjeux suivants identifiés :

*En ce qui concerne les dynamiques liées au genre :*

* Proposer une analyse de genre des zones d’intervention pour comprendre comment les rôles, les responsabilités et les inégalités de genre affecteront les activités et l’efficacité du projet et la durabilité de ses résultats afin de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et des actions qui contribueront à réduire les inégalités entre les sexes
* Évaluer la capacité genre des structures qui seront impliquées dans la mise en œuvre du projet dans les localités

*En ce qui concerne l’environnement d’intervention*

- panorama des acteurs (autorités publiques, OSC), leurs rôles et interactions, et le cas échéant, leurs besoins d’appui ;

- analyse du contexte et des dynamiques de crises et de conflits dans la zone d’intervention, en veillant à identifier les connecteurs et les diviseurs.

- synergies possibles avec les projets en cours ou en perspective ayant un volet éducation / santé / genre (projets financés sur budget national, par des financements extérieurs y compris par l’AFD, dans le cadre de la coopération décentralisée ou portés par le secteur privé). Un point d’attention particulier sera porté à l’analyse des projets passés et/ou en cours afin de dégager les bonnes pratiques ou les éléments potentiellement bloquants.

Les propositions devront être justifiées au regard d’une première analyse synthétique (diagnostic complet à fournir en annexe de la proposition le cas échéant). Aussi, il pourra être envisagé que cette analyse soit poursuivie dans le cadre d’une phase préparatoire à la mise en œuvre du projet (étude diagnostique à réaliser par exemple).

**III. CADRAGE DE L’APPEL A PROPOSITIONS**

* + - 1. **OSC /organismes à but non lucratif éligibles**

**La maîtrise d’ouvrage du projet sera confiée à un consortium d’Organisations sélectionné suite à un Appel à Projets Crise et sortie de Crise (APCC),** instrument qui vise à financer des projets dans des contextes de crise ou de sortie de crise, au niveau national et/ou régional, portés et mis en œuvre par des organisations internationales et nationales à but non lucratif.

**Les organisations en consortium soumettront une offre de projet dont l’OSC cheffe de file assurera la maitrise d’ouvrage.**

Les critères clés sont :

* Une organisation internationale cheffe de file, attestant d’une présence au Tchad
* La participation d’au moins une organisation nationale qualifiée
* Une expertise des membres du consortium en adéquation avec les besoins du projet
* Un minimum de 2 et un maximum de 5 organisations membres du consortium
* La mise en place d’une analyse diagnostique fine dans les secteurs de la santé et de l’éducation et d’une analyse diagnostique fine des enjeux liés au genre sur la zone.
* Des expériences préalables dans au moins une des trois provinces ciblées.
* Des expériences dans la mise en œuvre de projets dans les secteurs du renforcement de la gouvernance locale, du renforcement de la cohésion sociale et la prévention des conflits, de l’éducation et de la santé.
* Des éléments tangibles démontrant la capacité à évaluer les enjeux et les risques sécuritaires dans la zone d’intervention.
* Une capacité de dialogue rapproché avec les Ministères centraux et les autorités au niveau local.
* Une capacité de dialogue rapproché avec le siège de l’AFD à Paris et avec l’agence locale du Tchad.
* La capacité à mettre en œuvre des projets d’envergure, le budget du projet soumis ne devant pas représenter plus de 35% du total des ressources des trois derniers exercices certifiés de l’organisation porteuse du projet.
* La capacité à intervenir dans le pays conformément à la règlementation locale.
* La capacité à mobiliser des experts/expertises dans les secteurs de l’éducation et de la santé, sur la durée du projet, dont les références devront être apparaître dans les offres qui seront soumises dans le cadre de cet appel.

Les offres des organisations qui interviennent déjà dans une des trois provinces seront privilégiées, car présentant l’assurance (i) d’un délai optimal de démarrage des activités, (ii) d’un personnel disposant d’une connaissance des spécificités des zones d’intervention et des relais locaux, (iii)d’une capacité de collaboration et de dialogue avec les acteurs locaux, publics comme associatifs et communautaires, (iv) une connaissance fine des enjeux sécuritaires spécifiques à la région.

**L’organisation cheffe de file du consortium** retenue sera l’interlocuteur de l’AFD et des autorités nationales. Elle sera responsable de la gestion comptable et financière du projet, du contrôle de la qualité des interventions, de la production des rapports techniques et financiers.

1. **Type de projets éligibles**

Cet APCC a pour vocation le financement, à hauteur de 10 000 000 € (maximum) sur subvention, d’un projet d’appui aux services sociaux de base dans trois provinces du Nord-Ouest du Tchad. Le financement est à ce stade assuré à 100% par l’AFD, pour un projet unique dans les secteurs de l’éducation, de la santé, de l’égalité de genre, du renforcement de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix.

Zones d’intervention des projets

Le projet a vocation à concentrer ses interventions sur les provinces du Kanem, du BEG et du Lac Tchad.

Coordination avec les autres Partenaires techniques et financiers

L’offre devra présenter la complémentarité de l’intervention proposée avec les appuis des autres partenaires. Les opportunités de coordination/collaboration avec d’autres projets et programmes, notamment à travers une approche intégrée humanitaire et développement, seront recherchées et présentées.

Adéquation avec les stratégies locales et nationales

Le projet devra démontrer son alignement avec les stratégies nationales, le Plan de Réponse Humanitaire du Tchad, et la planification décentralisée au niveau des provinces ciblées.

1. **Calendrier prévisionnel de l’appel à projets**

Lancement de l’appel à projets Crise et sortie de crise : juillet 2021.

Sélection du bénéficiaire et finalisation de la proposition de projet par le bénéficiaire avec l’AFD : septembre 2021.

Présentation du projet en comité de subvention de l’AFD : octobre 2021.

Présentation du projet en conseil d’administration de l’AFD pour octroi du financement : novembre 2021.

Signature de la convention de financement avec le bénéficiaire : décembre 2021.

Démarrage du projet : janvier 2022.

**Annexe 1 – Cohérence stratégique AFD**

Le projet répondra pleinement aux axes d’interventions du **CIT « Vulnérabilité aux crises et résilience » (2017-2021),** notamment à travers i) une approche promouvant l’anticipation, la prévention et l’action en amont des crises en matière de réduction des fragilités économiques, sociales, environnementales et institutionnelles afin d’éviter que des chocs ou des détériorations continues d’une situation ne se transforment en crises, notamment dans les zones fragiles transfrontalières et ii) l’inclusion économique, sociale, culturelle des jeunes, des femmes et des populations défavorisées, à travers une approche participative. Il répondra également aux objectifs de la stratégie suivants : i) soutenir l’inclusion des populations et des territoires marginalisés ; (ii) favoriser l’accès à des institutions publiques inclusives, participatives et transparentes ; (iii) prévenir les chocs économiques et en limiter les courroies de transmissions ; et iv) prévenir et réduire l’impact des catastrophes et des crises sanitaires, notamment en contexte de pandémie du COVID-19.

Il sera financé sur le **Fonds Minka « Paix et Résilience », à travers l’Initiative Lac Tchad.** Le Fonds Paix et Résilience Minka est l’outil de l’Agence Française de Développement dédié à la consolidation de la paix, dans le cadre de la stratégie française « Prévention, Résilience et Paix durable ». La consolidation de la paix est un ensemble d’activités de développement entreprises pour instaurer une paix durable, avant, pendant et après un conflit violent. Au-delà de faire taire les armes, il s’agit de promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives. Selon les contextes, il peut s’agir de réduire les tensions autour de l’accès aux ressources naturelles, assurer un accès équitable à la sécurité et la justice, restaurer la confiance entre groupes sociaux ou entre gouvernants et gouvernés… Le vivre-ensemble et la gestion pacifique des conflits sont des thèmes clés. Le Fonds Paix et Résilience Minka souligne la volonté de l’AFD d’appuyer la prévention des conflits violents et la sortie de crise. Pour consolider la paix, Minka vise à financer des interventions structurantes, de long terme, agissant prioritairement sur les déterminants des crises. Cette démarche tient également compte des effets directs de ces crises, avec l’objectif d’obtenir des premiers résultats rapides, visibles par les populations dès les six premiers mois de mise en œuvre. Le Fonds Paix et Résilience Minka cible quatre bassins de crise, matérialisés par quatre initiatives : le Sahel, le Lac Tchad, la crise centrafricaine et les crises syrienne et irakienne.

A ce jour, l’Initiative Minka Lac Tchad permet de travailler sur l’épicentre de la crise et éviter son extension. Mais il est proposé d’étendre son périmètre géographique pour intégrer les territoires contigus à la zone du Lac Tchad, dans lesquels des facteurs de risque de basculement ont été identifiés. Cette extension permettrait d’y conduire des actions de prévention, pour éviter que les mêmes facteurs de crise puissent émerger dans d’autres zones aux alentours du Lac Tchad, et couper ainsi les courroies de transmission d’une crise à une autre.

La finalité de l’initiative Lac Tchad est de « contribuer à endiguer la violence et renforcer la cohésion sociale en atténuant les facteurs de vulnérabilités liés à la crise Boko Haram ». Les trois objectifs prioritaires pour y parvenir sont : i) des services publics déployés de façon inclusive et équitable, ii) le renforcement de la gouvernance locale et médiation communautaire, et iii) la protection des femmes et des jeunes.

Le projet s’inscrira par ce biais de prévention des conflits dans la stratégie française « **Appui aux Etats fragiles et aux situations de fragilités** » portée par le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères.

Le projet s’inscrira dans le cadre des priorités de l’AFD pour l’Afrique, à travers son **POS II « Tout Afrique » (2018-2022) et le CIR Afrique subsaharienne (2017-2021)**, lequel prévoit d’orienter les financements pour promouvoir une gestion et une valorisation plus durable des écosystèmes, et intégrer l’enjeu de cette gestion durable dans le dialogue institutionnel des politiques publiques sectorielles. Le projet est également en lien avec les objectifs visant à renforcer les institutions étatiques et civiles face aux vulnérabilités environnementales et sociales et soutenir un développement territorial équilibré. De même, le projet s’inscrit dans **l’axe 3 du Cadre d’intervention Sahel 2015-2020**, lequel vise à contribuer à un développement territorial équilibré et à renforcer les stratégies d’adaptation au changement climatique des exploitations familiales dans les zones peu habitées du Sahel.

Le projet contribuera de façon significative à l’objectif d’engagement fixé par le **CICID 2018-2022** (point 5), lequel vise un engagement renforcé de l’AFD en matière de lutte contre le changement climatique dans le cadre de l’Accord de Paris.

Il répond également à l’axe 2 du **POS I AFD 2018-2022** relatif au renforcement du lien social, visant à mettre l’accent sur l’appui à des politiques justes et inclusives au bénéfice de la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, et sur l’accès de tous aux services essentiels que sont l’éducation et la santé ; et à l’axe 5 relatif à la promotion d’une approche partenariale basée sur la recherche de coopération entre acteurs de développement. En cela, il répond également aux **objectifs de l’Alliance Sahel** en matière de coordination et de recherche de synergies avec les autres partenaires techniques et financiers de la zone pour agir efficacement et durablement dans la zone.

**Annexe 2 - Le positionnement et les actions de l’AFD au Tchad**

L’AFD intervient au Tchad depuis près de soixante ans, inscrivant son action dans des contextes souvent difficiles, puisque ce pays a connu plus de trente années de troubles et de conflits depuis son accession à l’indépendance en août 1960. Durant la période 2008-2010, la réponse aux besoins essentiels et de réduction de la pauvreté s’est déclinée autour de trois secteurs de concentration : eau, santé et éducation. Le contexte de crise n’a pas permis toutefois le déploiement attendu des projets. De ce fait, dans sa nouvelle stratégie, le focus est mis sur la prévention des crises et conflits (à travers le fonds Paix et Résilience Minka[[28]](#footnote-28)), l’émergence d’acteurs d’avenir et le dialogue sur les politiques publiques.

* + 1. *Interventions multisectorielles éducation – santé*

**Le projet Appui au Développement des jeunes enfants dans la région du Lac (ADELAC),** démarré en 2020, d’un montant total de **10M€** favorise une action systémique au niveau du département du Mamdi et vise : i) L’amélioration de la qualité et de l’accès aux services éducatifs, nutritionnels, sociaux et sanitaires dédiés aux jeunes enfants (0-10 ans) ; L’amélioration des capacités des communautés à garantir un développement optimal des enfants en particulier via le renforcement de l’autonomisation sociale des femmes ; Une coordination intégrée du développement des jeunes enfants entre les secteurs de la santé et de l’éducation, à travers le renforcement des autorités nationales et déconcentrées, des professionnels de la santé et de l’éducation et des organisations communautaires de base. La lutte contre les inégalités de genre est un objectif transversal du projet, notamment par le développement d’actions de renforcement de l’autonomie des mères et de protection contre les violences basées sur le genre.

*1.1.2 Interventions dans le secteur de la santé*

**L’AFD est un bailleur majeur du secteur de la santé au Tchad.** Depuis 2001, ses interventions se sont concentrées sur la santé maternelle et infantile (SMI) et la santé sexuelle et reproductive (SSR), en faveur de la transition démographique. Depuis deux ans, l’action de l’AFD s’oriente fortement vers les zones de crise et post-crise.

Cinq projets sont en cours d’exécution :

- Le **Projet d’Appui au Secteur de la Santé au Tchad – phase 2 (PASST 2)**, démarré en 2015, d’un montant total de **10M€** est déployédans les régions de N’Djamena, du Logone Occidental et du Ouaddaï. Le projet vise i) l’amélioration de la qualité des soins obstétricaux, des soins infantiles et des services de planification familiale (PF) ; ii) la mobilisation sociale au niveau communautaire et (iii) la levée des barrières financières par la mise en place de mécanismes innovants de financement des soins mère-enfants. Le Ministère de la santé publique en assure la maîtrise d’ouvrage en partenariat avec des opérateurs et ONG internationales ou nationales.

- Le **Projet Santé Urbaine à N’Djaména  (PSUN),** démarré en 2014, et d’un montant de **8M€ (Muskoka)** accompagne la décentralisation en santé en renforçant les capacités de la Mairie de N’Djamena et en intervenant sur deux déterminants majeurs de la santé, l’assainissement et l’accès à la PF. Le projet a permis la construction d’une station d’épuration des eaux usées à l’Hôpital général national de référence. Il prévoit la construction de 2 cliniques de PF dans les quartiers périphériques.

- Le **Projet INCLUJIPH d’amélioration de la qualité de vie et de l’inclusion de personnes handicapées et vulnérables au Tchad, porté par** **Humanité & Inclusion** (*ex-Handicap International*), d’un montant de **3M€**, prévoit i) une amélioration des services de réadaptation fonctionnelle, ii) l’accès à des opportunités d’insertion socio-économique et iii) des actions de sensibilisation et de plaidoyer.

- Le **« projet d’autonomisation des femmes par l’accès aux services de santé et la prise en compte des violences basées sur le genre (PASFASS)**, d’un montant de **5 M€** et prévu pour une durée de 3 ans Il prévoit une démarche de recherche-action sur les déterminants socio-anthropologiques du recours aux services de santé et les violences basés sur le genre. La maîtrise d’ouvrage du projet est assurée par le consortium formé par CARE France, BASE et URD, sélectionné suite à un appel à proposition.

- Le **projet « Mettre le patient au cœur des soins primaires » (M’PACOS)** d’un montant de **4 M€** et prévu pour une durée de 3 ans **vise le renforcement des services de santé primaire dans les régions transfrontalières du Ouaddaï et du Moyen Chari**. **Expertise France** met en œuvre le projet, en partenariat avec les ONG françaises Première Urgence Internationale, CARE France, Action Santé Femme et le Mouvement du planning familial.

- Le projet **d’autonomisation des femmes par l’accès aux services de santé et la prise en compte des violences basées sur le genre (ProGeSan)**, d’un montant de **5 M€** pour une durée de 3 ans. Ce projet est mis en œuvre par l’ONG **International Rescue Comitee (IRC), ASTBEF et Columbia University.** Il vise à améliorer l’autonomisation sociale des femmes par un meilleur accès aux services de la santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents, et de planification familiale (SRMNIA/PF) ainsi que par la prévention et la prise en charge sanitaire et psycho-sociale des violences basées sur le genre (VBG).

**-** Le projet de **Prevention de la propagation de la Covid-19 dans le département du Nord-Kanem**, d’un montant de 500 000 euros et mis en œuvre par l’ONG ACTED pour une durée de 9 mois. Il vise à appuyer les populations et les structures de santé vulnérables du Nord-Kanem pour assurer l’application des mesures barrières et réduire l’impact secondaire de la COVID-19.

* + 1. *Interventions dans le secteur de l’éducation de base*

**L’AFD s’est fortement engagée dans l’amélioration du système éducatif primaire.** L’AFD a ciblé des interventions innovantes visant l’amélioration de la qualité de l’éducation de base et l’intégration des enjeux de genre dans les méthodologies d’apprentissage.

Dans l’éducation de base, les projets en cours d’exécution sont :

- Le **Projet d’Amélioration de la Qualité de l’Education de base et de la Promotion d’une gestion de Proximité (PAQEPP**), d’un montant de **6M€** pour une durée de 4 ans (2015-2019), s’inscrit dans une dynamique d’optimisation des moyens des écoles et d’un conseil rapproché en gestion, visant à favoriser les bonnes pratiques en matière de gestion pédagogique et administrative des écoles.  Les impacts attendus sont i) l’accès d’un plus grand nombre de jeunes des milieux marginalisés des zones urbaines et périurbaines de N’Djamena et de Moundou à une éducation de qualité, ii) la réduction des disparités de genre et iii) l’amélioration sensible de la fréquentation et des acquisitions scolaires. Le ministère de l’éducation et de la Promotion Civique en est la maîtrise d’ouvrage et le consortium d’ONG Initiative Développement & PADIESE ainsi que le CIEP (Centre International des Etudes Pédagogiques) en sont les opérateurs.

- Le **Projet d’Amélioration du maintien des filles à l’école dans le cycle primaire (Facilité d’innovation sectorielle pour les ONG – FISONG)**, d’un montant de **800 000 €** et d’une durée de 3 ans (2016-2019) a porté essentiellement sur la promotion de l’approche genre dans les méthodes d’enseignement et les contenus des apprentissages. Il devrait permettre de corriger les disparités de genre, en ciblant des actions en faveur du maintien des filles à l’école, tout en les traitant sous l’angle de l’égalité des chances filles-garçons, permettant d’engager l’ensemble des acteurs autour d’un objectif commun. Ce projet est porté l’ONG Initiative Développement (ID).

- Le Programme de « **Promotion de la Qualité de l’Éducation de base au Tchad (ProQEB)** » financé initialement par la Coopération suisse, est mis en œuvre depuis 2013 dans les deux provinces du Moyen Chari et du Batha. Suite à une première phase de diagnostic de 18 mois, le projet est entré dans sa phase de mise en œuvre en juin 2014. L’AFD cofinance la troisième phase de mise en œuvre qui couvre la période de juillet 2018 à décembre 2022 à hauteur de **10 M €** en complément du financement suisse d’un montant de 11,5 M €. Dans la continuité de la précédente, cette nouvelle phase étendue aux provinces de Mandoul et de Wadi-Fira, vise à améliorer durablement la qualité de l’éducation et des apprentissages des enfants, jeunes et adultes, des quatre provinces d’intervention pour favoriser l’équité ainsi que l’appropriation de connaissances/capacités pertinentes pour continuer à apprendre et améliorer leurs conditions de vie, tout en nourrissant l’institutionnalisation des démarches pédagogiques efficaces et la réflexion sur la politique linguistique de l’éducation nationale. Le programme est exécuté par l’ONG Enfant du Monde (EdM)

En complément de ses partenaires publics traditionnels, l’AFD choisit de développer **une collaboration privilégiée avec les ONG**, du fait de leurs compétences techniques et de leur expertise, ainsi que de leur capacité de mise en œuvre au plus près des populations.

* 1. Un continuum humanitaire - développement à promouvoir

L’accroissement des besoins humanitaires au Tchad sont inhérents à la situation structurelle et conjoncturelle que connais le pays: une pauvreté chronique exacerbée par des crises humanitaires récurrentes (épidémies, insécurité alimentaire, attaques des groupes extrémistes, crise économique, etc.), des inégalités marquées en fonction du genre mais également des zones de résidence, un accès limité aux services de base, la dégradation de l’environnement, le changement climatique, la croissance démographique plus rapide que la croissance économique, le manque de capacités dans tous les secteurs, auxquels se rajoutent les déplacements de populations liées aux crises multiples dans la sous régions.

Dans ce contexte, l’action humanitaire ne peut être efficace sans une programmation intégrant les enjeux de stabilisation et de développement à moyen et long terme, intégrant ainsi des processus transitoires permettant un passage d’appuis d’urgence à des appuis plus structurants.

Ainsi le cadre de réponse humanitaire pluriannuel couvrant la période (2017-2019) harmonisé avec le Plan national de développement du Tchad (PND 2016-2020), a permis d’engager des actions humanitaires impliquant davantage les acteurs de développement et le Gouvernement. La feuille de route humanitaire propose ainsi de (i) s’assurer que la réponse humanitaire s’inscrit dans une perspective de moyen-long terme dès le départ ; (ii) valoriser les activités multisectorielles pour dépasser la rigidité des clusters ; (iii) encourager la coordination et la complémentarité entre les bailleurs et les acteurs ; (iv) promouvoir des activités de développement socio-économiques ; (v) impliquer les autorités nationales, locales et traditionnelles dans toutes les phases des projets ; (vi) mener des expériences pilotes opérationnelles et partenariales au niveau thématique.

Le présent appel à projet se situe pleinement dans cette optique, puisqu’il vise à financer des actions de stabilisation et de développement en relation avec les interventions humanitaires, dans une zone aujourd’hui considérée en post-crise par les acteurs humanitaires.

**Annexe 3 – Fiche méthode AFD sur les dispositifs de suivi-évaluation adaptés aux zones de crise**

1. **INTRODUCTION**
   1. **POURQUOI UN DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION ADAPTE (« DSEA ») EST-IL INDISPENSABLE EN CONTEXTE DE CRISES ?**

Les dispositifs de suivi-évaluation de projets financés par l’AFD doivent être adaptés aux contextes fragiles et à leur complexité. Les contextes de crises et de conflits sont en effet souvent caractérisés par :

* Le risque de contribuer involontairement à alimenter des conflits violents et des tensions locales ;
* La complexité, volatilité et imprévisibilité de l’environnement d’intervention ;
* Les difficultés d’accès en zones oranges/rouges[[29]](#footnote-29), qui laissent peu de visibilité sur le projet aux bailleurs et accroissent la dépendance de l’AFD à ses partenaires quant à la remontée d’information ;
* La faible capacité de certains partenaires locaux ; et
* Des risques parfois plus élevés de détournement de l’aide, de corruption ou de fraude.

Un suivi adapté aux zones de crise est donc indispensable pour une bonne appréhension des effets des projets dans ces contextes, et s’assurer de leur sensibilité au(x) conflit(s) (recours à l’approche « ne pas nuire ») : au-delà du suivi de réalisations et résultats , il s’agit de vérifier que les interventions ne vont pas exacerber involontairement les tensions existantes dans le contexte local, mais qu’elles vont renforcer au contraire les éléments contribuant à la paix ou la cohésion sociale.

Il est nécessaire dans des contextes où les enjeux d’équité et d’inclusion sont particulièrement saillants, ou lorsque la situation sécuritaire ou les contraintes d’accès ne permet pas des visites de suivi régulières de supervision. Un suivi adapté contribue également redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires finaux et des contribuables de l’aide publique au développement.

1. **OBJECTIFS ET ELABORATION DU DSEA**

Le DSEA a pour objectif de rassembler, analyser et évaluer de manière régulière les informations actualisées **sur le contexte** (données quantitatives et analyses qualitatives) **en plus du suivi classique du projet** (suivi des indicateurs, réalisations et résultats atteints, utilisation des fonds). Il appuie la **redevabilité et le pilotage** du projet en fonction du contexte et des interactions. Il contribue aussi à l’**apprentissage** collectif, notamment sur des projets innovants en contexte de crises.

Il peut être complémentaire d’évaluations finale, à mi-parcours, voire même in itinere, qui permettront d’approfondir certains aspects. Même si l’évaluation pourra avoir sa dynamique propre, il est possible et souhaitable d’articuler DSEA et évaluation en répartissant les questions auxquelles l’un et l’autre devront répondre.

Le DSEA exige qu’un ensemble de conditions soient réunies : des modalités de mise en œuvre flexibles, une implication des différents acteurs du dispositif et un espace d’échange et de dialogue autour des informations qui remontent au fil de l’eau pour que celles-ci soient mises au service du pilotage du projet.

Il repose sur les bases d’**une théorie du changement** à partir de laquelle a été planifiée l’intervention dès l’identification du projet. Le DSEA est un dispositif à trois niveaux (et **devra être autant que possible** co-construit avec la maitrise d’ouvrage **dès la phase d’instruction du projet**):

1. Suivi technique et financier des **activités** du projet : indicateurs de moyens (*input*), d’activités et de réalisations (*output*) et de suivi financier du projet ;
2. Suivi régulier des résultats et changements observés : collecte et analyse des indicateurs de **résultats** du projet (*outcome*) et suivi de quelques indicateurs de **changement** (d’attitudes ou de comportements, par exemple dans les perceptions réciproques entre communautés / groups sociaux différents, les perceptions des administrés envers certaines autorités, des changements d’usages de l’eau), préalablement définis avec les partenaires;
3. Suivi du **contexte** (évènements sécuritaires, déplacements de population, etc.) et des changements chez les acteurs-clés de l’environnement du projet, qui peuvent affecter les résultats attendus et modifier les hypothèses et préconditions sur lesquelles reposaient la théorie du changement et donc affecter les résultats attendus.

|  |
| --- |
| Point d’attention : Dans des contextes fragiles, certains DSEA peuvent être très « ambitieux » (avec de très nombreux effets attendus, beaucoup d’indicateurs, un grand nombre d’outils de collecte des données), pensés comme derniers remparts contre les risques pouvant advenir sur le projet. Or, le DSEA se doit d’être **robuste mais aussi réaliste**, compte tenu de la complexité des questions à suivre et des capacités des acteurs du projet à collecter, traiter et utiliser les données produites surtout dans des contextes de fragilité. |

1. **LES PARTICULARITES DU DSEA**

Un dispositif de suivi-évaluation est ainsi adapté aux contextes de crises lorsqu’il répond à ces enjeux en étant plus **régulier**, **participatif** (intégrant les bénéficiaires et non-bénéficiaires finaux), **sensible au conflit** (mesurant les interactions du projet et de son contexte) et permettant **un suivi à distance ou par tiers** lorsque les conditions l’imposent.

**3.1 PLUS REGULIER**

La complexité et la volatilité des contextes d’intervention, les risques de ‘nuire’, et les objectifs de nombreux projets en zone de crise (dont certains répondent à des besoins urgents) nécessitent un suivi plus régulier qu’en contexte non fragile. Cela implique que la maîtrise d’ouvrage collecte, analyse, discute les données du projet et de son contexte **a minima de manière trimestrielle** afin de permettre de réajuster les activités du projet si besoin.

À cet effet, différentes options possibles en matière d’évaluation peuvent faciliter un pilotage rapproché. Une évaluation à mi-parcours peut être l’occasion d’une prise de recul plus forte vis-à-vis du projet, et favoriser d’éventuels ajustements. Une évaluation évolutive[[30]](#footnote-30), articulée à un DSEA, peut permettre d’interroger le projet tout au long de son exécution.

**3.2 PARTICIPATIF**

Le DSEA se doit d’être un **suivi intégrant les bénéficiaires finaux**, au service d’une démarche inclusive[[31]](#footnote-31). Le suivi participatif contribue au contrôle citoyen, pour un meilleur usage des ressources publiques et permet d’insister sur le devoir de redevabilité des maitrises d’ouvrage. C’est aussi une façon d’œuvrer en faveur de l’appropriation et de la pérennité des infrastructures et services mis en place.

* **Récolte de données bénéficiaires**

**Les mesures de perception** des communautés sont les meilleurs indicateurs, en contextes de crise et de conflits, sur la manière dont un projet contribue à la cohésion sociale à la consolidation de la paix, ou la façon dont alimente au contraire des conflits ou des frustrations.

**Des indicateurs qualitatifs** doivent pour cela être intégrés au cadre logique et au dispositif de suivi : ex. % de personnes estimant que le projet bénéficie de manière équitable aux différents groupes; % de personnes estimant que le projet contribue à apaiser les tensions intercommunautaires ; % d’administrées personnes estimant que les autorités remplissent mieux leur rôle grâce aux appuis dont elles bénéficient dans le cadre du projet, etc…

Une telle collecte de retours des communautés bénéficiaires finales du projet est essentielle pour mesurer les effets du projet et ses conséquences sur les dynamiques locales. Cela peut passer par la réalisation d’**enquêtes auprès d’informateurs clés** (autorités locales, traditionnelles, religieuses ; représentant de réfugiés, commerçants, etc.), par des **enquêtes ménages** ou au travers de **groupes de discussions** (mélangés ou séparés par genre, âge, statut [ex. déplacé forcé / communauté d’accueil], groupe social, etc.) auprès de personnes **bénéficiaires et non bénéficiaires**.

|  |
| --- |
| Point d’attention : Trop souvent les dispositifs de suivi-évaluation se concentrent uniquement sur les bénéficiaires du projet sans **interroger également les non-bénéficiaires** de la zone ; cette étape est pourtant essentielle pour comprendre si le projet a bien ciblé les plus vulnérables, dans quelle mesure l’aide est perçue comme ayant bénéficié de manière équitable à l’ensemble des communautés ou si l’intervention n’a pas eu d’effets négatifs pour les non-bénéficiaires (ex : augmentation des prix des denrées de base sur la zone). |

La collecte de ces données peut se faire (i) en personne sur le terrain sur de simples supports papier, ou sur supports numériques, et (ii) à distance par téléphone / SMS ou d’autres outils.

Pour un monitoring de terrain avec des équipements numériques, certains outils gratuits de collecte de données mobiles facilitent aussi la gestion et fiabilité de la transmission des données, comme ODK et Kobo[[32]](#footnote-32) : ils permettent de collecter via des smartphones tout type de données primaires, qualitatives et quantitatives (besoins des bénéficiaires, mouvements de population, ou localisation des infrastructures…). En comparaison d’enquêtes de terrain sur papier, une solution sur mobile peut apporter des gains de temps, de moindres risques d’erreur, des informations plus diversifiées (y compris données GPS) et produire des résultats analysables et partageables au fil de l’eau.

|  |
| --- |
| Point d’attention : la collecte de données mobiles comporte des risques, notamment sécuritaires (être visible avec une tablette/un smartphone pouvant paraitre suspect dans certaines zones). Elle requiert en outre une politique de protection des données robuste, l’accès aux données individuelles pouvant faire peser des risques sur les bénéficiaires. Enfin, les outils numériques n’améliorent pas la qualité des données : un questionnaire mal conçu et mal ciblé - qu’il soit informatique ou papier – fournira des données peu pertinentes. Le recours aux outils de collecte mobile ne doit pas non plus limiter la collecte aux données quantitatives mais veiller à un bon équilibre avec les outils qualitatifs (observation, groupe de discussion, entretiens avec informateurs clés, etc.). |

* **Mécanismes de remontée d’information**

Il est également nécessaire de considérer la mise en place de mécanismes de gestion de plaintes et de remontée d’information de la part des bénéficiaires finaux (*feedback mechanism*) permettant la prise en compte des retours et perceptions des acteurs du projet de manière continue (à la différence des enquêtes qui elles seront ponctuelles).

Divers dispositifs existent : numéro vert accessible rendu gratuitement accessible à tous par le projet (bénéficiaires et non bénéficiaires, communautés, autorités locales…), adresse email anonyme de plaintes, page internet/facebook, boites de plaintes sécurisées en libre accès (devant des mairies, devant/dans des bureaux projets), SMS groupés, permanence d’agents dédiés au recueil des plaintes, etc.

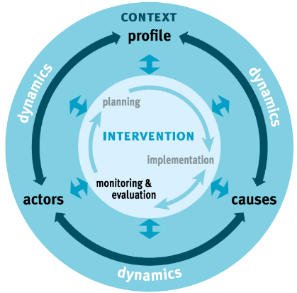
Ces outils participatifs contribuent efficacement au suivi (remontée de fraudes, anonymat possible) et à la communication sur le projet (publication de témoignages, photos, etc.) en permettant tout type de remontées d’informations y compris des retours positifs sur les projets (n’étant pas uniquement dédiés aux ‘plaintes’).

Les remontées d’information de la part des bénéficiaires doivent être assorties de mécanismes de traitement rapide des cas de manquements révélés (vérification de terrain, suivi des cas, etc.) ; elles font généralement l’objet de compilations régulières, transmises également au bailleur.

**3.3 SENSIBLE AU CONFLIT**

Rendre le dispositif de suivi-évaluation suivi sensible aux conflits a pour objectif de permettre au projet d’obtenir une compréhension suffisante du contexte, de l’intervention et de l’interaction entre le projet et le contexte. Il s’agit d’introduire dans les processus de suivi des éléments relatifs au conflit, à son profil, à ses acteurs, ses causes et dynamiques : c’est ce type de suivi qui permettra les ajustements et les modifications nécessaires des activités. On s'assure alors que l'intervention a un impact aussi positif que possible sur la dynamique des conflits.

|  |
| --- |
| Point d’attention : La réussite d’un suivi sensible au conflit est dépendante de modalités opérationnelles **de projet suffisamment souple**, qui autorise les réorientations au sein du projet, notamment la **réallocation de composantes** si l’évolution de la situation ou des effets négatifs sur le conflit sont détectés ou la mobilisation de fonds de la ligne **divers et imprévus**. Pour des marges de manœuvre préalablement négociées et accordées, l’accord entre l’AFD et les partenaires sur les changements acceptables par les informations fournies par le DSEA doit être clair. |

Dans les contextes insécurisés en particulier, des évènements externes peuvent avoir des impacts non prévus sur les objectifs visés. Le DSEA permet alors de suivre plus précisément des risques intégrés au cadre logique ; il ne demande pas nécessairement le recours à des outils spécifiques, mais un minimum de veille et de questionnement préalable sur la sensibilité du projet à son contexte.

Le suivi sensible au conflit nécessite ainsi de s’intéresser à :

* **L’impact du contexte et du conflit sur la mise en œuvre du projet**

Les **indicateurs de conflit** sont utilisés pour : surveiller l‘évolution des facteurs de conflit par rapport à une base de référence ; fournir des références pour établir des plans de contingence ; évaluer si les changements observés dans le contexte ont pu causer/causent/risquent de causer des difficultés dans la mise en œuvre de l’intervention et l’atteinte de ses objectifs, ou au contraire si ces changements constituent des leviers/opportunités pour le projet[[33]](#footnote-33).

Ex.1 : mesure de la fréquence des incidents violents entre communauté A et communauté B ou le nombre d’incidents sécuritaires (ou de conflits) au sein de la région ciblée.

Ex. 2 : s’il est de plus en plus difficile de trouver des bénéficiaires HIMO pour un projet de construction de route, un des indicateurs peut être le « pourcentage de travailleurs qui se sentent en sécurité en travaillant dans la région ».

* **L’impact du projet sur les dynamiques de conflit** (indicateurs d’interaction)

Les indicateurs d’interaction sont utilisés pour analyser l’impact du projet sur les dynamiques conflictuelles préalablement identifiées et leurs évolutions dans le temps[[34]](#footnote-34). Il convient d’être prudent dans l’analyse, ces interactions étant en général plus difficiles à mesurer comme tout impact auquel le projet ne contribue que partiellement.

Ex. 1 : pour mesurer l’impact du projet sur les dynamiques communautaires, le pourcentage des populations qui perçoit que le projet bénéficie équitablement aux différentes communautés pourrait être mesuré.

Ex. 3 : pour vérifier que l’on ne nuit pas à l’accès à certaines denrées alimentaires par les non bénéficiaires du projet (en influant à la hausse sur les prix), l’évolution du prix de ces biens dans la zone ciblée devra être mesurée.

**3.4 SUIVI PAR UN TIERS**

**Un suivi semi-externe** permet d’accroitre le niveau d’objectivation et d’indépendance dans la remontée des informations et des perceptions des populations dans le cadre de la mise en œuvre des projets[[35]](#footnote-35) : des équipes d’agents S&E internalisés par le bailleur (et séparés des équipes opérationnelles) assurent des missions indépendantes de monitoring et des visites de supervision terrain sur les projets, en choisissant eux-mêmes les sites de visite de manière aléatoire, et lors desquelles les populations locales bénéficiaires et non-bénéficiaires sont consultées.

**Le suivi par un tiers** (*Third Party Monitoring - TPM*), **totalement externe**, implique en pratique de faire appel à un prestataire externe pour collecter des données sur le projet et son contexte (réaliser des visites de terrain et/ou des enquêtes auprès de bénéficiaires, etc.). Il assure un suivi étroit des projets dans les contextes d’insécurité ou lorsque la maîtrise d’ouvrage n’a pas la bonne expertise (ce suivi par tiers peut participer au renforcement de capacité en complétant le suivi de la maitrise d’ouvrage).

|  |
| --- |
| Point d’attention : Ne pas confondre suivi à distance et suivi par tiers.   * Une maitrise d’ouvrage ou l’AFD peut suivre un projet (d’infrastructures, agricole…) via de l’imagerie satellitaire ou un projet social via des enquêtes téléphoniques : on est alors dans un suivi à distance mais pas par « un tiers ». * Un consultant peut faire du suivi via des missions sur les sites de projet, ou via des enquêtes auprès des bénéficiaires : on est alors dans un suivi par tiers mais pas à distance * On peut également avoir un suivi par tiers et à distance (un consultant va suivre le projet sans se rendre sur le terrain). * Le recours à des outils de collecte de données mobiles (comme Kobo Toolbox) ne constitue pas un suivi à distance. En effet, il nécessite que des enquêteurs soient sur le terrain pour mener les enquêtes. |

Dans les contextes d’accès restreints, le suivi par tiers est très souvent adossé à plusieurs programmes, voire multi-bailleurs, notamment lorsqu’il vise le suivi d’un contexte où il y a plusieurs interventions. Ceci permet de mutualiser les coûts et de partager les analyses et les connaissances.

Au-delà de la capacité des agents AFD à se déplacer sur le terrain ou d’un cadre de la maitrise d’ouvrage à visiter les projets, **l’évaluation de la capacité et de la volonté de la contrepartie à trianguler les données déterminera le déclenchement ou non d’un dispositif de suivi par tiers**.

Dans le cas où le DSEA serait externalisé, il convient de **s’assurer que les maitrises d’ouvrage et les acteurs clés du projet ne sont pas « déconnectés » du dispositif de suivi**. La mise en œuvre, ses modalités et le contenu du suivi par tiers doivent être discutés avec la contrepartie et le périmètre d’intervention du tiers (objectifs, rôle, modalités d’interaction avec la maitrise d’ouvrage) strictement défini (en rappelant que le pilotage et la prise de décision reviennent à la maitrise d’ouvrage et au bailleur). La remontée d’information doit faciliter la concertation et le dialogue entre les parties prenantes et nourrir l’apprentissage autour du projet.

L’usage du suivi par tiers doit enfin être reconsidéré périodiquement et les options d’internalisation du monitoring régulièrement réévaluées.

1. Est considérée comme Organisation de la Société Civile (OSC) toute organisation d'intérêt public qui ne relève ni d’un Etat ni d'une institution internationale. L’AFD retient plusieurs critères constitutifs d’une OSC : 1) l'origine privée de sa constitution, 2) son indépendance financière (cotisations de membres, dons, …), 3) son indépendance politique, 4) le but non lucratif de son action (caractérisé fréquemment par son statut d’association Loi 1901 pour les OSC françaises), 5) la prise en compte dans ses activités de la notion d'intérêt public, 6) des liens étroits avec la société civile locale. Les ONG internationales et nationales sont inclues dans cette catégorie. [↑](#footnote-ref-1)
2. Est considérée comme organisme à but non-lucratif toute organisation publique ou privée d’intérêt public sans but lucratif, ou toute organisation intergouvernementale ou internationale. Les fondations, les agences et organismes rattachés au système des Nations Unies, ou le Comité International de la Croix Rouge (CICR) font entre autres partie de ces organismes. [↑](#footnote-ref-2)
3. Si toutefois le dossier n’aurait pu être remis avant la date et heure limites, l’AFD se réserve la possibilité de prendre en compte la candidature si (i) les raisons empêchant sa transmission sont dûment justifiées et (ii) le groupement/l’OSC a fait ses meilleurs efforts pour le transmettre dans les plus brefs délais. Dans ce cas de figure, il est recommandé d’informer l’AFD le plus en amont possible et en tout état de cause avant l’heure limite de dépôt des propositions. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cf. Stratégie humanitaire de la République Française 2018-2022 <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/strategie_humanitaire_web_cle023719.pdf> [↑](#footnote-ref-4)
5. comme par exemple (liste non exhaustive) pour l'évaluation des besoins ou l'engagement communautaire, activités pour lesquelles les OSC locales détiennent un avantage comparatif. [↑](#footnote-ref-5)
6. Dans le cadre son Plan National d’Action « Femmes, Paix et Sécurité », la France s’est engagée à prendre en compte de genre dans **toutes** ses opérations en matière de Paix et de Sécurité, ce qui insiste à exiger un CAD1 au minimum. La pondération pourra alors être augmentée. [↑](#footnote-ref-6)
7. Si toutefois le dossier n’aurait pu être remis avant la date et heure limites, l’AFD se réserve la possibilité de prendre en compte la candidature si (i) les raisons empêchant sa transmission sont dûment justifiées et (ii) le groupement/l’OSC a fait ses meilleurs efforts pour le transmettre dans les plus brefs délais. Dans ce cas de figure, il est recommandé d’informer l’AFD le plus en amont possible et en tout état de cause avant l’heure limite pour la remise des propositions. [↑](#footnote-ref-7)
8. Une analyse plus détaillée du contexte pourra être placée en annexe de cette note. [↑](#footnote-ref-8)
9. Cf. annexe 3 sur le dispositif de suivi-évaluation adapté (dsea) aux zones de crise. [↑](#footnote-ref-9)
10. Cette partie pourra être complétée dans une note en annexe portant sur la structuration et le fonctionnement du consortium. [↑](#footnote-ref-10)
11. Cf. Modèle en annexe 2. [↑](#footnote-ref-11)
12. Joindre au dossier administratif la liste des personnes habilitées à signer les conventions et tout autre document officiel pour l'association. [↑](#footnote-ref-12)
13. Une **personne politiquement exposée (PPE)** est une personne qui exerce ou a exercé d'importantes fonctions publiques dans un pays étranger ; par exemple, de chef d'État ou de gouvernement, de politiciens de haut rang, de hauts responsables au sein des pouvoirs publics, de magistrats ou militaires de haut rang, de dirigeants d'une entreprise publique ou de responsables de parti politique. Les relations d'affaires avec *les membres de la famille d'une PPE ou les personnes qui lui sont étroitement associées* présentent, sur le plan de la réputation, des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Cette expression ne couvre pas les personnes de rang moyen ou inférieur relevant des catégories mentionnées ci-dessus. [↑](#footnote-ref-13)
14. Equivalent Temps Plein. [↑](#footnote-ref-14)
15. A adapter [↑](#footnote-ref-15)
16. A adapter [↑](#footnote-ref-16)
17. Comptabiliser ici l’ensemble des fonds d’origine publique : subventions et prestations ; fonds publics d’origine locale, nationale, internationale, etc. [↑](#footnote-ref-17)
18. Veuillez lister ici l’ensemble des contributeurs privés apportant une contribution supérieure ou égale à 10% du budget total de l’OSC (en référence aux derniers comptes annuels validés en Assemblée Générale). S’il s’agit d’une personne morale, communiquer la liste des membres du Conseil d’Administration de cet organisme (nom, prénom, fonction et adresse) ou s’il s’agit d’une personne physique, communiquer son identité (nom, prénom, fonction et adresse) [↑](#footnote-ref-18)
19. En particulier dans la Province du BEG avec le groupe rebelle CCMSR basé en Libye, rejoint par des ressortissants de la Province en manque d’opportunité professionnelle et d’ancrage social. [↑](#footnote-ref-19)
20. Voir « Plan opérationnel humanitaire – Lac », avril 2021 : [Annex 7 - Contingency Plan Template - French version (reliefweb.int)](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Tchad%20-%20Plan%20operationnel%20du%20Lac%20%28avril%202021%29.pdf) [↑](#footnote-ref-20)
21. RESEN 2014 [↑](#footnote-ref-21)
22. Parmi les écoles fonctionnelles, 56% des 435 écoles primaires du Kanem sont des écoles communautaires ; dans le BEG, 55% des 144 écoles primaires sont également de type communautaire. Les conditions d’apprentissage sont préoccupantes (effectifs pléthoriques, absence de matériels pédagogiques et didactiques, infrastructures peu adaptées), ce qui fait des régions du Kanem et du Bahr el Ghazel celles aux taux d’analphabétisme les plus élevés du pays, respectivement à 96% et 97% . Les filles représentent 45% des effectifs du primaire dans les 2 provinces. Quant à la région du Lac, elle connait un très faible taux brut de scolarisation primaire ( ?) (47,5% contre 86,5% au niveau national). [↑](#footnote-ref-22)
23. Taux de mortalité infantile respectivement de 52‰ et 50‰ pour le Kanem et le BEG [↑](#footnote-ref-23)
24. Dans le Kanem, plus de 60% des 150 centres de santé ne sont pas en mesure de fournir le paquet minimum d’activité. Alors qu’au niveau national, 27% des accouchements ont lieu dans un établissement de santé, ce taux diminue à 15% dans le Kanem et 9% dans le Bahr El Gazhel (MICS 2019). Dans la province du Lac, une grande partie des structures de santé ont été détruites et le taux d’utilisation des services de santé dans les structures encore fonctionnelles reste faible. Le taux de malnutrition chronique atteint 48,2% et le taux de malnutrition aigüe globale (MAG) atteint 10.5%. [↑](#footnote-ref-24)
25. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples au Tchad (EDS-MICS), 2014-2015 [↑](#footnote-ref-25)
26. Le cadre national est favorable : le Plan Intérimaire pour l’Education (PIET-2018-2020), le Programme protection de l’enfant (2017-2021), le Plan national de développement sanitaire (PNDS3 2017-2021), la Politique nationale de santé communautaire (2014), la Politique nationale Genre (2011 adopté en 2017) et sa Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le Genre en cours d’adoption. [↑](#footnote-ref-26)
27. https://www.afd.fr/fr/media/download/300 [↑](#footnote-ref-27)
28. Lancé en 2017, le Fonds Paix et Résilience Minka est l’outil de l’AFD dédié à la consolidation de la paix, dans le cadre de la stratégie française « Prévention, résilience et paix durable » (voir <https://www.afd.fr/fr/minka-fonds-paix-et-resilience>). [↑](#footnote-ref-28)
29. Selon la classification du MEAE via les cartes "[Conseils aux Voyageurs](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/)" [↑](#footnote-ref-29)
30. Jamie A A Gamble : « ABC de l’évaluation évolutive », 2008 [↑](#footnote-ref-30)
31. cf. Julie Conversy, Cécile Patat : « La participation citoyenne : enseignements et recommandations opérationnelles pour l’AFD », AFD, avril 2017 [↑](#footnote-ref-31)
32. Pour une analyse comparée des différentes solutions existantes en fonction de vos besoins : http://blog.cartong.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/08/Benchmarking\_MDC\_2017\_CartONG\_2.pdf [↑](#footnote-ref-32)
33. De multiples sources ouvertes peuvent permettre de collecter des données sur le contexte : ACLED, INFORM, INSO, OCHA, etc. tout comme les rapports d’analyse réguliers de conseillers sécurité régionaux. [↑](#footnote-ref-33)
34. Dans certains contextes, des sources ouvertes existent également pour collecter des données sur l’état des tensions, la perception des populations d’une zone donnée (à l’image des enquêtes du *Social Stability Working Group* au Liban) ou du niveau des prix (comme les [outils de suivi du PAM](https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices)). [↑](#footnote-ref-34)
35. Ce type de suivi semi-externe est utilisé par un certain nombre de bailleurs, notamment les Fonds communs des N.U., dans le cadre de la redevabilité envers les populations affectées (ex le Fonds humanitaire en RDC) [↑](#footnote-ref-35)